

Comment la Roumanie s'est détachée de la Triple

D'après les documents austro-hongrois
et des souvenirs personnels

par

N. Iorga



BUCAREST

1933

Comment
la Roumanie
s'est détachée
de la Triple

D'après les documents austro-hongrois
et des souvenirs personnels

par

N. Iorga



BUCAREST

1933

COMMENT LA ROUMANIE S'EST DÉTACHÉE DE LA TRIPLICE

— d'après les documents austro-hongrois et des souvenirs personnels —

La grande publication de documents diplomatiques qui vient d'être finie à Vienne permet de mieux connaître les conditions dans lesquelles la Roumanie dut abandonner cette alliance avec la Triplice dans laquelle en 1880 le vieux Jean Brătianu, suivant les indications du roi Charles I-er, voyait une garantie sûre contre les appétits russes, alliance qui ne fut pas même communiquée jusqu'à la grande crise européenne à ceux que la faveur royale appelait au gouvernement du pays invité ensuite à les reconnaître dans les élections parlementaires.

I.

Conséquences de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

La question de la Bosnie et de l'Herzégovine venait d'être résolue en 1908 par une de ces actions d'énergie que, à Vienne, les cercles de la jeunesse, militaires et diplomates, croyaient seules capables de refaire le prestige de la „Monarchie“ et d'en assurer l'avenir. En ce moment la volonté du Souverain faisait la règle à Bucarest, ce qui était d'autant plus possible que le chef du gouvernement était Démètre Sturdza.

Arrivé à la tête du parti libéral pour remplir la vacance entre la mort de Jean Brătianu, l'organisateur du royaume, et un avènement possible de son fils aîné

et successeur de droit selon les traditions de ce groupement politique, ce rejeton d'une vieille famille de boïars moldaves, dont l'un avait refusé la couronne, avait fait ses études de droit à Bonn, manifestant des sympathies très marquées pour la théologie, vers laquelle le dirigeait sa religiosité profonde, marquée au coin du mysticisme. D'une activité dévorante, qui cherchait les détails avec une espèce de frénésie de l'exactitude et de la précision, fier de ses relations personnelles avec les directeurs de la politique européenne surtout dans les pays allemands, intolérant et tracassier, rancunier et maussade, il subissait en ce moment, plus que septuagénaire, les effets de l'âge. Sa fidélité envers un roi qu'il avait voulu à un certain moment remplacer par un prétendant improvisé, guère apparenté au prince du XVII-e siècle dont il portait le nom de famille, avait évolué vers une vraie idolâtrie, qui lui imposait de baiser aux audiences la main du maître et, voyant devant lui les fantômes menaçants d'un avenir de troubles, il s'accrochait à ces liaisons politiques qui lui paraissaient pouvoir conjurer la tempête terrible. *Quieta non movere* paraissait être sa seule devise. Tout ce qui faisait appel à l'imprévu l'irritait et sa colère s'attachait, vengeresse, aux personnes qui osaient susciter les courants malsains; il croyait avoir l'obligation de les anéantir au grand profit de la patrie assurée pour toujours par des pactes intangibles.

Vers lui devait se diriger dès le premier moment le représentant à Bucarest de l'Autriche-Hongrie, soucieuse, malgré un optimisme affiché, qui était, pour beaucoup de ces diplomates, de fait, un acte de suprême désespoir, du résultat dernier de l'offensive déclanchée. Sans hésiter, le vieil homme d'État donna toutes les certitudes, plus même qu'on ne lui en demandait, surtout dans la possibilité d'une guerre entre la Turquie et cette Bulgarie remuante qui venait de proclamer son indépendance: il assura que, le cas échéant, il suivra la ligne indiquée par Vienne, déplorant seulement, en homme qui avait assisté, après la guerre de Crimée, à l'établis-

sement de la protection des Puissances garantes sur le nouvel état de choses créé par le traité de Paris, que les Bulgares n'eussent demandé avant leur geste risqué l'assentiment des signataires du traité de Berlin. La situation révolutionnaire, sans base de droit, avec tant de manque de scrupules tout autour, l'inquiétait. Une victoire turque aurait consolidé aussi la domination roumaine dans la Dobrogea¹.

Le prince Fürstenberg se borna à souligner l'état de déchéance mentale de son interlocuteur. De telles assurances ne demandaient pas à être contrôlées. Malheureusement pour le ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, ces idées n'étaient pas aussi partagées par celui qui déjà, dans le parti libéral, demandait la première place, J. J. Brătianu. Mais, avant de montrer de quelle façon cet homme, encore jeune, intelligent et habile surtout à se ménager les effets, rempli de la conscience du rôle que devait jouer son parti dans les complications à prévoir et de la place que la Roumanie doit exiger pour elle dans toutes les transformations immanquables, il faut analyser l'attitude que Charles I-er avait prise dès le début en face de ces événements qui semblaient devoir lui gâter la fin d'une longue et heureuse activité politique par laquelle il s'était élevé au rang d'un des plus sages parmi les monarques.

Le roi de Roumaine, très loyal cependant avec son pays, n'avait qu'un seul sentiment réel et profond en ce qui concerne ses rapports avec l'étranger : celui de confiance et de profonde sympathie envers son ancienne patrie. Il avait accepté les rapports d'intimité avec François-Joseph, celui de Vienne comme aussi celui de Budapest, parce que Berlin l'avait voulu, exigé et imposé. La Serbie était pour lui depuis quelques années le pays du meurtre royal ; il ne désirait pas de relations de ce côté, mais avait recommandé au roi Pierre de céder². La Grèce était loin et ce militaire avant tout ne prisait pas trop la valeur de l'armée hellénique. Lorsque les Turcs

¹ *Diplomatische Aktenstücke*, I, pp. 117-118 (nos. 108, 120), 134-135 (no. 139).

² II, pp. 437-438.

lui avaient fait des avances en vue d'une alliance, il les avait nettement refusées. Mais avant tout il craignait les projets d'avenir de cette Bulgarie où se succédaient les coups d'État et les brusques changements d'attitude.

Dès octobre 1908, Charles I-er déclara au prince Fürstenberg qu'il faut maintenir la paix, même par des menaces à Constantinople, qui devra bien reconnaître cette indépendance bulgare qu'il avait déjà saluée, lui, à Sofia par un message qui serait devenu public, s'il n'avait voulu attendre d'abord la résolution de ces Grandes Puissances qui lui en imposaient, étant donné son âge, autant qu'à celui qui portait le titre, vain, de son premier conseiller. L'Union balcanique est un simple rêve : comment pourrait-on réunir Serbes et Bulgares ? Du côté de ses Roumains à lui, il veillera à ce que les „mauvais drôles“ qui étaient, „de vrais fous“ (*ganz verrückte Leute*), à la tête de la Ligue Culturelle, l'auteur de ces lignes y compris, ne manifestent pas d'une façon trop indécente leurs sentiments peu amicaux à l'égard de la Double Monarchie ; Sturdza, de son côté, les menaçait de ses foudres ministérielles. Les Roumains appartenant à François-Joseph, auxquels on venait d'octroyer une réforme électorale dont ils ne voulaient pas trop, devaient être tenus en laisse aussi ; s'ils s'avisent de bouger, on ne les considérera plus comme des conationaux (*so würde man sie nicht mehr als Stammesbrüder betrachten*).

Mais, du côté des Austro-Hongrois aussi, il faut bien se garder de tout ce qui mettrait le feu aux poudres : une attaque contre la Serbie, malgré la faiblesse du royaume, ne manquerait pas de provoquer une révolte générale dans les territoires de l'empereur et roi ². D'au-

¹ Pp. 613-614.

² I, pp. 157-158 (no. 184), 471-473, 574-575 (no. 716). Puis l'important rapport du 17 décembre. Cf. aussi pp. 636-637 (no. 772), 662-663 (il faudrait installer un archiduc en Bosnie-Herzégovine), p. 785 (no. 947 : sur les intentions contre l'Italie) pp. 809 841-843, 870 (il faut reconnaître l'indépendance bulgare ; à la place du roi Ferdinand, il attaquerait) ; II, pp. 23-24 (la Serbie peut être tout de même une „Flankendeckung“ envers la Bulgarie), 130, 139-140, 480-481, 928-929 (août 1910 : si la Roumanie et la Hongrie pourraient s'entendre !).

tant moins faut-il s'en prendre à l'Italie elle-même, dont on redoutait les projets. Enfin, pour mieux savoir ce qu'on prépare, il envoyait, en juillet 1909, son héritier pour faire une reconnaissance en Occident.

Avec cela on pourrait être tranquille. Ne bougera pas le pays qui recommande que personne ne bouge nulle part. Mais le ministre d'Autriche-Hongrie n'était pas aussi rassuré à l'égard de J. J. Brătianu, qui entreprenait, la veille de sa succession à la conduite de son parti et quelques temps avant son avènement au pouvoir, tout un voyage d'information, recommandé par le roi lui-même, qui, satisfait de l'appui du père, voulait celui du fils, à Vienne, à Berlin et à Rome pour y découvrir ce qui pourrait servir dès ce moment à cet agrandissement de son pays dont il se sentait la mission.

À Vienne le chancelier d'Aehrenthal, ancien ministre à Bucarest, tout en lui recommandant de contribuer à tenir la Roumanie tranquille, laissa voir son intention d'amener dans la péninsule balcanique une liquidation à brève échéance. À Berlin il rencontra la prévention des cercles dirigeants, avertis par Kiderlen-Wächter, ancien ministre de l'Empire à Bucarest, qui avait deviné que le ministre roumain était partisan décidé d'une politique d'agrandissement à chaque changement de l'équilibre dans le Sud-Est européen, „mille par mille, homme par homme“, précisant que la ligne désirée, en cas de guerre balcanique, était Silistrie-Varna ou même Roustchouk-Varna. L'opinion personnelle du diplomate allemand était que, tout au plus, on pourrait concéder aux Roumains Silistrie. „La force de la Roumanie réside“, écrivait cet homme qui croyait que le royaume sera dépassé bientôt par ses voisins du Sud, „dans l'unité nationale du pays“. Bref, partout on recommanda à Brătianu le strict maintien du statu-quo et une entente avec la Bulgarie, cherchant à lui expliquer que rien dans le traité d'alliance ne pourrait l'engager à demander des compensations, quel que fût leur caractère. En tout cas, le moment n'est pas venu d'en parler.

Brătianu revint très indisposé de son voyage. Les con-

seils de paix qu'on distribuait avec tant de générosité n'avaient pas pu écarter ses préoccupations concernant un pacte serbo-bulgare pour des agrandissements contre la Turquie en dehors même de la Macédoine, dont on lui avait parlé avant son départ¹.

Mais, au fond, le roi de la paix tenait avant tout à la primauté qu'on lui avait reconnue, a lui, à l'ambitieux Hohenzollern, dans ces régions où le sort, lui attribuant la grande mission qu'il se sentait toujours, l'avait exilé depuis presque un demi-siècle. Le Grand-Vizir lui avait dit à Sinaïa – et il n'était pas tout à fait content quand il entendait que la Turquie demande son rattachement à la Triplice – que rien ne pourrait être changé dans les Balkans sans son assentiment, et il en avait été très flatté². C'était le même prince qu'on avait gagné en 1877 pour la collaboration militaire avec les Russes – en lui attribuant, sans aucun engagement pour le maintien des frontières de la Roumanie en Bessarabie, le commandement suprême des troupes russo-roumaines devant Plevna. Le nouveau roi improvisé à Sofia n'avait pas répondu à sa lettre et il en était profondément blessé. Ne pouvant pas trouver le concours financier serbe pour un pont à Turnu-Severin, il pensait cependant à la ligne entre le Danube et l'Adriatique qui aurait rattaché la Roumanie à cet Occident, fût-il même italien, dont il était si fier d'être originaire³. Et il finissait, en juillet 1911, par dévoiler devant ce ministre d'Autriche-Hongrie sa pensée intime, la vraie et la seule : „Aussitôt que l'équilibre balcanique sera troublé, de n'importe quel côté, je jetterai mon épée dans la balance“⁴.

Aussi l'émissaire personnel de l'archiduc François-Ferdinand, le fauteur de projets contre la Serbie et l'Italie, contre l'hégémonie magyare dans la Monarchie – déjà il y avait à Vienne deux politiques –, le comte Ottokar Czernin, un homme politique celui-là et pas un

¹ Pp. 437-438, 451-453, 458-461, 468-469 (conversation de Brătianu avec Fürstenberg, 17 septembre), 687-688, 718, 889.

² *Ibid.*, pp. 931-932.

³ III, pp. 102-103, 117-118. Cf. pp. 220-221, 259-260.

⁴ Rapport du 13 juillet.

diplomate ouvrier de simples rapports et de rapports simples, avertissait-il, dès son arrivée à Bucarest, en septembre, ceux qui l'avaient engagé à faire lui aussi un voyage de reconnaissance que „certainement, dans le cas d'une guerre“, voire même „d'une guerre franco-allemande“, donc d'un conflit européen, que ce groupe de l'archiduc osait envisager donc dès ce moment, „les sympathies du peuple roumain entier seront trouvées dans le camp français“. Il voyait bien, cet esprit pénétrant et d'une franchise peu habituelle dans son monde viennois, mais, s'il croyait qu'il s'agit seulement d'une certaine „francomanie“ qu'il dit sévir à Bucarest, il se trompait d'une bonne moitié¹.

II.

La guerre italo-turque.

L'Italie, descendant à Tripoli, envoyait ses vaisseaux sur la côte d'Albanie et aux Détroits. Et, de nouveau, des lèvres du roi sortait la même formule que Brătianu, dans une forme plus précise, avait promenade à travers les capitales de la Triplice: la paix sans doute, mais on a averti à Pétersbourg que nul changement balcanique ne pourrait être accepté par la Roumanie sans „compensation“².

Or le régime de la succession des partis a ses charmes pour la politique extérieure aussi, qu'elle fait changer d'un ministère à l'autre, même lorsqu'il y a pour la direction générale la volonté, supposée inébranlable, d'un vieux Souverain que tout le monde respecte. Entre Sturdza et celui dont il avait été appelé à préparer un vrai règne dans son parti, un antagonisme se développait rapidement qui devait provoquer inmanquablement une crise ministérielle. Le désir d'innover, d'introduire du grand de l'un ne pouvait pas s'accommoder du conservatisme grincheux, de la manie d'immobilité de l'au-

¹ Pp. 328-329.

² Pp. 342-343.

tre. Et J. Brătianu provoquera une crise pour se défaire du chef que le sort lui avait imposé et dont l'interrègne se prolongeait trop. L'absence concertée des membres de la majorité parlementaire força enfin Sturdza au geste douloureux.

En novembre-décembre 1911, le roi parle de nouveau au ministre d'Autriche-Hongrie. Cette guerre en Orient l'inquiète. L'armée italienne ne jouit pas de son estime, et son état pourrait prolonger le conflit. Il faudrait une intervention austro-allemande à Rome pour que les hostilités, si désagréables, soient arrêtées. Tout dans l'action italienne le désespère. Il faut la contrecarrer énergiquement, car la Turquie ne peut pas être abandonnée. L'affaiblir serait contre les intérêts de la Triple, qui aurait même avantage à remplacer les Italiens par les Turcs. Si des hostilités commencent aux Dardanelles, la Roumanie ne peut pas rester insensible; il vient de le dire aux Russes aussi¹.

Comme le nouveau gouvernement est présidé par Pierre Carp, l'attitude du roi s'appuie non plus sur les formules vieilles de la fatigue intellectuelle de Sturdza, mais sur un homme qui, malgré son grand âge, est plein d'intelligence et de volonté. Mais, comme celui qu'il remplace, après l'avoir toujours méprisé, le chef du parti conservateur est un adhérent tenace de la Triple, avec cette seule différence qu'il attend une récompense, au moins d'attitude, pour les services que la Roumanie rend à cette ligue politique dans le Sud-Est européen. Du reste, Carp livrait en ce moment aux libéraux, dont il fustigeait la propension aux affaires, une guerre à mort, dans laquelle, rencontrant aussi l'inimitié de Take Ionescu, le plus jeune et le plus actif parmi les chefs de clan de l'armée conservatrice, qui était sevré du pouvoir, il devait succomber.

Au printemps de l'année suivante, les intentions de Charles I-er étaient restées les mêmes. Il était désespéré de voir que la guerre italo-turque continue et attendait

¹ Pp. 506-307, 622-524, 673, 642, 684.

à chaque moment que les conséquences balcaniques, depuis longtemps redoutées, se déclanchent, sans qu'il puisse entrevoir le moindre avantage pour la Roumanie, ennemie permanente de tout changement de frontières. Le roi suspectait la Russie d'avoir sa part dans la continuation des hostilités et dans ce que préparent les États chrétiens des Balkans. Du reste, bientôt le ministre d'Allemagne fera savoir au Souverain que la Bulgarie s'est réunie à la Serbie sous les auspices de la Russie, qui désirait avoir aussi le concours des Roumains¹.

Du côté de l'Autriche-Hongrie on se rendait compte de plus en plus que l'esprit public en Roumanie se tourne vers un idéal national qui ne pourrait être réalisé qu'aux dépens de la Double Monarchie, dont on escomptait le prochain démembrement. Pour retenir, avec le roi, toute une nation qui manifestait des ambitions nouvelles et dangereuses, on croyait pouvoir diriger cette tendance d'agrandissement territorial vers la Macédoine, où Berlin commençait à apercevoir toute une population roumaine, ou bien du côté de cette ligne Silistrie-Varna, que les Russes auraient déjà fait entrevoir au roi².

III.

Le pacte balcanique.

Dès le mois d'avril 1912, sous l'influence sinon de la Russie officielle, qui s'empessa de nier, au moins sous celle du ministre de Russie, l'entreprenant Hartvig, qui travaillait un peu pour son propre compte, et, en outre, grâce aux efforts „de cinq mois“ dépensés à Sofia par le ministre de Serbie, M. Spalaïkovitch, on s'était étendu entre Serbes, qui craignaient le projet viennois du „troisième État“, de caractère slave, dans la Monarchie, capable d'y faire entrer, de gré ou de force, le royaume indépendant, et entre Bulgares, qui se préparaient pour le règlement de comptes définitif avec une Turquie

¹ IV, pp. 104, 115, 169-171 (cf. Friedrich Rosen, *Aus einem diplomatischen Wanderleben, Bukarest-Lissabon*, p. 13 et suiv.).

² Pp. 248, 365 (nos 3602, 3713).

devenue dangereuse après avoir fait, avec les Jeunes Turcs, peau neuve. On était allé jusqu'à fixer la future frontière après le partage des provinces turques d'Europe. A Pétersbourg on en parla à l'ambassadeur de France, le ministre de la République à Sofia donna des précisions, mais à Vienne, à Berlin, où on venait de recevoir Ferdinand de Bulgarie, — avec beaucoup de prévenances dans la première Capitale, un peu en tapinois dans la seconde, — il fallut une notice du *Temps*, à la date du 5 juin, pour les avoir, et, surtout à Berlin, où on jugeait le roi bulgare avec plus de perspicacité, on en fut naturellement indigné : une note allemande officieuse le fit savoir à l'hôte par trop téméraire¹.

Pendant qu'on se dépensait en compliments dans les cercles viennois pour le Souverain balcanique qui était jadis parti de là pour jouer un si grand rôle dans la péninsule, le roi Charles, blessé dans son orgueil le plus légitime, se sentait négligé, et il s'en plaignait. Le 21 avril 1912, déplorant de nouveau cette action italienne, lourde de dangers, pour la Roumanie aussi, et capable de déchaîner la guerre dans les Balcans, il demandait cette directive austro-hongroise et surtout allemande d'après laquelle il aurait voulu s'orienter lui-même².

Après un mois, on s'apercevait en Autriche que la Roumanie, déjà sollicitée par les Russes, était tout de même „le plus grand facteur politique et économique dans le Sud-Est européen“ et qu'il faudrait lui offrir quelque chose dans le genre des ouvertures faites par Brătianu dans son voyage en Occident³. On envoya aussi à Sinaia des hôtes autrichiens qui devaient flatter le roi en le rassurant un peu⁴. Mais la brillante réception de Ferdinand de Bulgarie à Vienne n'en restait pas moins pour lui un motif de profond mécontentement⁵.

pass Documents diplomatiques français (1871-1914), 3-e série, III (Paris 1931),

¹ *im.*

² Documents autrichiens, IV, p. 115 (No. 3459).

³ Rapport du 21 mai.

⁴ *Ibid.*

⁵ Pp. 169-171, 171-172, 184. Kiderlen-Wächter assurait que le roi Ferdinand „a promis de se montrer très sage“ ; *Doc. franç.*, p. 133, no. 106 ; cf. p. 138.

En ce moment la Roumanie avait passé par une nouvelle crise de politique intérieure. Le Ministère Carp avait succombé aux attaques des puissants adversaires qu'il s'était suscités par sa prétention de „marquer au fer rouge“ les politiciens brasseurs d'affaires, et le professeur Maiorescu, un septuagénaire solennel et compassé, d'esprit plutôt aigre, dont l'autorité littéraire était depuis longtemps disparue, mais qui restait un des meilleurs orateurs parlementaires, venait d'abandonner son vieil ami et chef pour former avec Take Ionescu, dont le caractère entreprenant et le besoin de mouvement, le désir de succès l'ennuyaient, s'ils ne le rendaient pas même jaloux, un nouveau Ministère, déchiré dès le lendemain par l'antagonisme naturel entre deux générations et surtout entre des tempéraments si opposés. En fait de politique extérieure on pouvait se demander dès le début comment pourra marcher d'emblée la fidélité du président du Conseil à l'alliance avec les Centraux, qu'il avait été un des premiers à recommander, et les sympathies très marquées de son associé politique pour la France, son goût bien connu pour tout ce qui tient à l'Angleterre. Et, comme le roi suivait une ligne de conduite avec laquelle ne pouvait concorder ni l'abandon absolu à la direction des Centraux, demandée plutôt pour se plaindre d'avoir été oublié, ni la possibilité d'un changement complet d'attitude, la politique roumaine, pressée par un mouvement d'opinion chaleureusement nationaliste, donc anti-autrichien, était sollicitée à chaque moment dans trois directions divergentes.

Le ministre de Roumanie à Sofia ne savait rien, vers la fin du mois de juin encore, concernant un accord balcanique dans lequel certains croyaient qu'un rôle était réservé à son pays¹, alors que le traité prévoyait une défense commune éventuelle contre ce pays aussi. Au commencement d'août encore il s'obstinait à croire à „l'impossibilité“ du pacte².

¹ *Doc. français*, p. 187.

² *Ibid.*, no. 235.

L'accalmie bucarestoise ne fut ébranlée un moment que par l'apparition de la flotte italienne aux Dardanelles, à la mi-août: on se borna à faire des représentations à Berlin, demandant à la protectrice, elle aussi indisposée, une intervention qui était manifestement impossible ¹.

Le roi n'apprit qu'assez tard les intentions de la diplomatie austro-hongroise, hautement approuvées par François-Joseph, d'employer les circonstances: révolte albanaise, conflit de frontière turco-monténégrin, bombes et massacres de Kotchana, pour imposer en même temps aux „Balcaniques“ une attitude „sage“ et recommander aux Turcs de „décentraliser“, d'une façon „progressive“, pour contenter les aspirations „légitimes“ des „nationalités“ de la presque île ².

Mais pour radoucir celui qui se rendait compte de plus en plus que, si Berlin l'avertissait de temps en temps, Vienne avait tout l'air de se moquer de lui, le comte Berchtold annonçait, fin d'août, sa visite à Bucarest ³. Sous les dehors d'une simple présentation, le successeur d'Aehrenthal n'étant pas encore connu personnellement par le roi de Roumanie, on avait voulu montrer, ce que le ministre d'Autriche-Hongrie s'était empressé de déclarer à son collègue français, que la Roumanie est „désireuse surtout de contribuer au maintien de la paix en Orient et d'agir dans ce sens avec toutes les Puissances, animées d'un même esprit pacifique“ ⁴.

Le roi Charles, que Berchtold invitait à Vienne, était maintenant tranquilisé. La Monarchie agissait, et elle avait l'assentiment de l'Allemagne, qui, avait besoin d'elle, dans son isolement — car déjà l'Italie ne comptait plus — et la sachant froidement folle, ne s'opposait à

¹ *Ibid.*, p. 211. Cf. pp. 280-281 (no. 214). Sur un prétendu refus opposé par le gouvernement roumain au projet bulgare d'un pont sur le Danube, no. 257.

² Voy. la *Revue historique du Sud-Est européen*, juillet-novembre 1932, Comptes-rendus.

³ *Doc. français*, p. 389, no. 319. M. Poincaré s'intéressait si l'Autriche-Hongrie, au cas où elle risquerait une offensive balcanique, pourrait compter sur la Roumanie; *ibid.*, p. 392.

⁴ *Ibid.*, p. 414, no. 329.

aucun des caprices dont d'Aehrenthal avait transmis le secret à son successeur beaucoup moins doué. Czernin lui avait été, du reste, envoyé pour le soutenir et surtout pour le surveiller, pour avoir le contact avec les cercles politiques roumains, pour épier les manifestations, qu'il n'hésitera pas, du reste, à juger explicables, des nationalistes. Le roi lui disait, le 5 septembre, qu'il est content de l'intervention des Puissances et que, de son côté, il interviendra auprès des Turcs¹. Du moment que Bертold a donné les assurances nécessaires, déclarait, à son tour, Maiorescu, il n'y a pas à s'inquiéter : décidée à aider au maintien du statu-quo, la Roumanie désire seulement que la Turquie, dont elle est sincèrement l'amie, montre de l'intelligence dans l'affaire des nationalités². S'exprimant d'une façon plus large, le roi, dont son premier conseiller reconnaissait le droit de diriger seul la politique du pays, regrettait le changement fréquent des ministres turcs et leur manque de volonté, espérant que le „pacifisme“ du Tzar balcanique et l'indécision de Guéchof arrêteront une explosion à Sofia ; il affirmait que la Roumanie ne pense qu'à ses possibilités de développement intérieur. Il ne manquait pas de faire l'éloge de l'empereur et roi, son ami, mais n'oubliait pas d'appuyer sur l'intérêt qu'il porte à la Serbie, au roi Pierre, auquel il avait conseillé, en 1908, de ne pas se fier aux assurances d'Iswolsky, qui n'hésitera pas à le lâcher³. Le chancelier austro-hongrois ajoutait aux arguments de Sinaïa celui de l'état excellent de la „respectable armée turque“, qui est préparée à tout⁴. Le roi Ferdinand avait été invité à rassurer son voisin, qui ignorait absolument les traités balcaniques, dont on n'avait pas cru devoir lui communiquer au moins l'essence et restait convaincu que la mobilisation bulgare ne pourrait être attendue que pour le printemps. Charles I-er était inquiet seulement par je ne sais quelle ténébreuse action

¹ Documents autrichiens, IV, pp. 408-409.

² *Ibid.*, Rapport autrichien du 17/30 août.

³ Pp. 418-420.

⁴ P. 439 (no. 3803).

des Anglais, qui n'existait pas, et par une possibilité de retour aux Dardanelles des Italiens, qui n'y avaient jamais pensé¹, „L'armée roumaine n'est qu'une aile de l'armée autrichienne“, écrivait de Londres, le 19 septembre, M. Paul Cambon². L'alliance avec la Triplice avait rabaissé à ce rôle de cécité politique un des plus profonds connaisseurs de la politique générale.

Quand, après la succession, un peu ridicule, des projets de pacification, sortis de tout côté, avec le même résultat, chacun des groupes de Puissances tenant à la priorité du projet encore plus qu'au résultat à atteindre, on arriva à la mobilisation bulgare, le roi de Roumanie fut sollicité de se rallier à la déclaration, de nul effet, que la guerre balcanique demeurera inutile, toute annexion étant interdite par un concert européen, pourtant si divisé. Le Gouvernement roumain pensa à mettre sa décision sous le convert d'un Conseil de couronne présidé par le roi. Tout en faisant passer des munitions pour la Turquie, on refusa les demandes de secours faites par cet État considéré comme ami et dont l'opinion publique au pair des cercles officieux souhaitait la victoire³.

La nouvelle en fut reçue à Constantinople avec un sentiment de profonde déception, le ministre de Roumanie se montrant gêné de cette attitude de son pays⁴. Le président du Conseil, ministre des Affaires Étrangères, proclamait avec fierté que son pays n'a pas de sentiment balcanique et laissera donc passer la tempête, pour demander à parler seulement lorsque les intérêts généraux seront discutés devant la diplomatie européenne. Jusque là on espère qu'il n'y ait pas entre la Russie et l'Autriche des dissentiments capables de lui imposer une décision active. La ligne de conduite reste

¹ Pp. 466-467 (no. 3839).

² *Doc. français*, loc. cit., p. 520.

³ On aurait confié au vieux roi le commandement suprême ; *Doc. autrichiens*, IV, pp. 604-605.

⁴ Pp. 650-651.

la même : „avec les Centraux et en première ligne la Monarchie“¹.

IV.

Premier conflit avec la Bulgarie.

Ces idées furent ventilées aussi au Conseil de Couronne, convoqué pour le 4 octobre 1912. Cependant, dans une audience que le roi m'accorda en octobre, il me disait que la conscience l'empêche de contrecarrer ces chrétiens pour lesquels sa jeunesse avait combattu et qu'il ne veut que les angles rentrants dans la frontière de la Dobrogea. Le souvenir des déboires de l'alliance russe en 1878 était revenu à l'esprit de ceux qui avaient participé dans leur jeunesse à ces événements, et ceci malgré les cajoleries dont la Russie accablait presque des voisins que rarement on avait daigné apercevoir à côté de l'immense Empire². On parla de nouveau des motifs de „moralité“ qui imposaient à la Roumanie une politique d'expectative, non sans faire des préparatifs secrets, — car l'armée, probablement, n'aurait pas pu entrer en campagne, — jusqu'au moment où il sera question de changements territoriaux capables de diminuer la situation du royaume. Le roi déclarait que, si, comme il le craint, les Turcs seront battus, il devra bien occuper en Bulgarie la ligne stratégique de ses anciens désirs, à titre de garantie. Il se voyait à côté des grandes Puissances — suprême désir de sa vieillesse, — réglant dans un congrès le sort de cet Orient, à côté de la victoire et même contre elle³. Et puis on s'occupa de la solidité du Ministère que le roi voulait compléter avec des éléments conservateurs, les libéraux, beaucoup mieux organisés et plus populaires, étant considérés comme inférieurs à la tâche⁴.

Aussitôt cependant celui qui se croyait sûr de l'ap-

¹ Pp. 507-508, 525, 533-534 („die Richtung der Zentralmächte, in erster Linie der Monarchie“).

² Pp. 662-663 : pas „in denselben Kessel mit den Balkanstaaten“.

³ P. 632.

⁴ P. 556 (no. 3970).

pui de ses alliés reçut de leur part, de celle l'Autriche surtout, un refus net. Occuper la ligne convoitée pourrait amener une intervention russe et, en plus, c'est une mesure „superflue“, car l'interdiction des agrandissements territoriaux s'applique à la Roumanie tout aussi bien qu'aux belligérants¹.

La conférence, que la diplomatie austro-hongroise s'obstinait à considérer comme peu probable, un rôle de présidence à cette occasion, une situation de grande Puissance, des compensations territoriales allant jusqu'à Varna – car maintenant la victoire s'était déclarée pour les États alliés², – tel restera le programme du roi, et du côté de Vienne ces compensations lui furent mises sans cesse en perspective, d'une façon vague, mais suffisante pour retenir la Roumanie dans l'orbite des Centraux. Seule l'occupation provisoire continuait à lui être refusée.

Devant cette continuelle rebuffade, la fierté du Souverain roumain finit par se révolter. A la fin du mois d'octobre, tout en assurant que rien ne pourra le détacher des deux Puissances allemandes, il faisait voir la possibilité d'une marche des Balcaniques sur Constantinople et d'une révolution chrétienne qui en serait la suite. L'Autriche-Hongrie ne désire-t-elle pas des annexions, ce qui lui faciliterait sa tâche, à lui? Il ne veut pas Varna, port médiocre, et Roustchouk, donc seulement ce qui se trouve entre Turtucaia-Toutrakan et Cavarna, mais le changement de frontière est une nécessité d'équilibre et de prestige.

On lui parlait seulement, et pas même d'une façon officieuse, d'intérêts économiques de la Monarchie, de la voie de Salonique. Le „mot d'ordre“ était attendu en vain. On lui rappelait que rien dans le traité ne contient de pareilles promesses et que des dédommagements importants jetteraient la Bulgarie entre les bras

¹ Pp. 638-639. Cf. p. 655.

² Le roi Ferdinand même les aurait promises. Or, c'était un Souverain qui promettrait beaucoup (pp. 686-687). Cf. aussi *ibid.*, pp. 662-663, 664-665, 686-687, 695-696, 707, 718, 732.

de la Russie¹. Il dénonçait aussi les mauvais sentiments que continuaient à nourrir les panslavistes russes. Et ce cri lui échappait: „Oh, s'il avait su quatre mois auparavant ce qui allait se passer“!².

L'Autriche-Hongrie restant bouche close, la Russie de Sazonov trouva la possibilité d'infiltrer son influence, à travers la fissure qui venait de se produire dans l'alliance. Dès le commencement de novembre le ministre russe reconnaissait à la Roumanie le droit aux compensations³. Comme on était pour un changement total des frontières de la péninsule, ceci lui était possible, tandis que l'Autriche-Hongrie, furieuse des agrandissements que devra réaliser la Serbie odieuse, s'attachait de toutes ses forces au *statu-quo* jeté en l'air par la victoire chrétienne. La Russie et la France aussi consentaient à la conférence et à la participation de la Roumanie⁵.

La Bulgarie, pressentie sur ce sujet, répondit avec l'aigreur qu'on pouvait attendre d'anciens rivaux et de vainqueurs récents. Le roi de Roumanie serait-il un simple envieux de la catégorie du Serbe Milan?, et la victoire de Slivnitsa brillait devant les yeux du vieux Guéchov. Tout au plus peut-on lui assurer – et ceci cinglait comme un coup de fouet en plein visage les prétentions roumaines – la possession de la Dobrogea – et le roi en avait les larmes aux yeux⁶ – et „l'intégrité territoriale“⁷. Plus tard, lorsque les Turcs, réduits au désespoir, demandaient à la Roumanie d'empêcher par son intervention l'entrée des Bulgares à Constantinople, ceux-ci continuaient à causer, ayant l'air d'accepter le principe de compensation⁸, mais les croire vraiment convaincus qu'il faut passer par là aurait signifié ne

¹ P. 754.

² Pp. 732-733.

³ Pp. 742-743, 743-744.

⁴ Pp. 748-749.

⁵ P. 767 (no. 4264).

⁶ Pp. 784-785.

⁷ P. 750.

⁸ Pp. 775-776.

connaître rien de la psychologie d'une nation jeune, ambitieuse et enivrée par des succès inespérés.

Pour presser les choses, le nouveau Ministère, de concentration des conservateurs, avait mobilisé certaines catégories de réservistes. Devant les instances de l'Entente, que l'ancien champion des Centraux avait accueillies avec enthousiasme, ils furent renvoyés à leur foyers, tout en assurant les alliés, insensibles aux impatiences roumaines, que dans sept jours on peut mobiliser¹.

Pendant ce temps, les libéraux mettaient tout en branle pour renverser un gouvernement qui avait manqué l'heure, et, devant des changements radicaux auxquels la Roumanie allait rester inerte, on se jetait avec fureur contre cette Monarchie derrière laquelle depuis longtemps on emboîtait le pas et qui par ses mauvais conseils avait fait perdre au pays le moment de la mobilisation, avec tous les avantages qui pouvaient en découler².

Alors, de Vienne, on voulut faire coup double. Flatter l'orgueil blessé du roi par la mission officielle du futur chef des armées impériales et royales, Conrad de Hœtzendorf, et employer les convoitises du Souverain pour lui faire renouveler l'alliance, ce qui paraissait absolument nécessaire devant les courants d'opinion publique. Or de la part du roi il y aura de longs efforts pour arriver à se payer par des promesses précises et garanties le renouvellement du pacte.

Le sens de cette mission, qui devait tarder, apparaît d'une façon assez nette, en attendant d'autres révélations, dans le rapport autrichien du 18 novembre. Le roi montre encore une fois que sa politique n'est pas précisément celle de l'Autriche-Hongrie, dont la seule préoccupation était d'empêcher un agrandissement serbe, ce qui exigeait l'entretien des meilleurs rapports avec la Bulgarie, qu'on espérait, se rappelant un passé récent, pouvoir dresser contre son alliée du moment. Il est,

¹ P. 811. Cf. aussi le rapport du 12 novembre (sur la voie serbe vers l'Adriatique).

² Pp. 872-873, 874.

sans doute, pour la création d'un État albanais, utile aussi aux Roumains du Pinde, et où on pourrait établir un prince égyptien cultivé, nourri de subsides roumains et gardé par une gendarmerie roumaine¹ — déjà la reine Élisabeth voulait y envoyer cependant son neveu le prince de Wied —, mais la Serbie doit trouver une voie vers l'Adriatique. Il désire l'amitié bulgare, mais il faut qu'elle soit gagnée par des concessions. Un seul point reste ferme, appuyé sur la douloureuse expérience de 1877: la défiance envers la Russie, que Charles I-er soupçonne soutenir par ses subsides l'agitation de la rue contre la Double Monarchie². L'idée, attribuée à Iswolsky³, d'un mariage entre le fils aîné de l'héritier du trône et sa proche parente la Grande Duchesse Olga ne le flatte pas assez pour lui faire admettre un changement d'attitude que la Russie cherche à obtenir par tous les moyens de circonvenir et par tous les appâts.

Mais deux influences s'exerçaient maintenant sur le roi. Celle du président du Conseil, qui, se déclarant le simple exécuter des décisions du maître, entendait lui en laisser toute la responsabilité — et Maiorescu restait au fond le fidèle de la Triplice —, et celle de Take Ionescu, qui réunissait dans les nouvelles conjonctures à son anglophilie, opposée aux sentiments de dévotion germanique de son collègue, une estime particulière pour la Bulgarie victorieuse⁴. On préparait la visite du président de la Chambre bulgare, Danev, auquel, après sa réussite à Pétersbourg, les siens se plaisaient à attribuer des qualités diplomatiques de tout premier ordre, mais qui devait se montrer, devant une nouvelle preuve, plus difficile, à Bucarest, puis à Londres, têtu et orgueilleux au-dessus du commun. Et en même temps Pierre Carp, évincé, furieux contre l'ami qui l'avait remplacé, demandait la guerre contre la Russie, qui est inévitable

¹ Cf. le second rapport du 23 décembre et pp. 300-302, nos. 1002-1003. Sur l'Albanie, no. 1036.

² Pp. 917-918.

³ P. 918.

⁴ Pp. 944-945, 945-946.

et pour laquelle on ne pourra jamais trouver de meilleures conditions¹.

Un envoyé turc, Osman Nizami, avait visité Bucarest, demandant un dernier appui, qui lui fut refusé. Si la Roumanie soutient elle aussi les Turcs pour qu'ils se maintiennent en Thrace, il faudrait prendre aux Serbes et aux Grecs même — mais ceci n'avait pas autant d'importance — de quoi satisfaire la Bulgarie expulsée d'une partie de ses conquêtes. Il avait parlé aussi d'une mobilisation roumaine pour en imposer aux Bulgares, de la nécessité de faire revoir le traité de Berlin². Avec cela on pourrait imposer, Roumains et Bulgares ensemble, la paix à Constantinople³. Mais, comme l'arrivée de Danev avec les explications tardait encore — et à Sofia on se défendait contre toute cession, du reste minime, qui ne serait pas payée par une intervention active contre la Turquie⁴, — la visite du maréchal autrichien devenait acceptable.

Dans sa lettre à son allié, recommandant Conrad, François-Joseph feignait ne voir aucun dissentiment entre la politique de son gouvernement et celle de la Roumanie. Il faisait l'éloge de l'attitude solidaire, „calme, d'expectative“, du royaume danubien. Touchant aussi l'intervention roumaine à Constantinople, sans dire un mot de la question des compensations, devenue le point cardinal de l'action des Roumains, il ne manquait pas de souligner que certaines mesures militaires de la part des Russes demandent une consultation entre les deux états-majors, austro-hongrois et roumain⁵. Tout en rassurant les grands alliés, de Berlin et de Rome, sur le but de cette action purement austro-hongroise, en dehors du cadre de la Triplice, on leur cachait un autre point de la mission Conrad, à savoir que, si on n'arrive pas

¹ P. 1003.

² Notes de Maiorescu, dans la revue *Convorbiri literare*, année 1930, pp. 54-55.

³ Pp. 931-932, 1002-1003 ; rapports du 25 novembre, Sofia, et du 26, Bucarest.

⁴ Pp. 1023-1030, 1040-1041.

⁵ Pp. 1035-1036. Les instructions de Conrad no. 1065.

à un armistice entre les Turcs et les Bulgares arrêtés à Tchataldcha, en dépit du grand rêve du Tzar Ferdinand d'être couronné à Sainte Sophie de Constantinople, il faudra appuyer sur l'idée de la coopération militaire avec les Bulgares¹.

L'Autriche-Hongrie d'un Berchtold se croyait assez forte pour agir d'elle-même, sur sa propre ligne, sans tenir compte d'aucun autre point de vue et en dépit des intérêts et des sentiments de ceux qu'elle croyait pouvoir traîner derrière elle où elle le voulait et autant qu'elle pensait en avoir besoin. Lorsque la convention militaire avec la Roumanie fut conclue en vue d'une guerre européenne, ordre fut donné de n'en toucher un mot aux Italiens².

Mais le succès fut complet et éclatant. Sans avoir rien donné, sans avoir rien dit à Sofia, sans avoir lâché le projet de l'alliance bulgare contre la Serbie, l'empereur et roi recevait de son ami des assurances rédigées dans des termes on ne peut plus explicites: „Si, ce que Dieu veuille nous épargner, on arriverait à une guerre européenne, la Roumanie y prendra part comme un fidèle allié“³ (31 novembre). Un voyage du prince héritier à Berlin, où on lui parla du mur d'isolement roumano-bulgare contre le slavisme représenté par la Serbie, vint sceller l'accord complet et définitif⁴. Le message du trône eut donc un passage concernant les Balkans qui correspondait au désir de la diplomatie austro-hongroise. Le Ministère roumain croyait enfin avoir cette base qu'on ne lui avait pas présentée jusque là et qu'il n'avait pas su se créer lui-même, en tenant compte de ces intérêts nationaux qui, pour être proclamés dans les clubs de

¹ Pp. 1046-1047. On recommande bien à Fürstenberg de ne pas le dire à ses collègues allemand et italien de Bucarest. A Sofia aussi il faudra révéler un seul côté de la mission; no. 1061.

² „Von dieser Vereinbarung erhielt der deutsche, nicht aber der italienische Gesandte Kenntniss“; p. 1065. Aussi San-Giuliano pouvait-il se montrer étonné de sentir la Roumanie à côté des Bulgares; V, no. 25.

³ „Sollte es, was Gott verhüten möge, zu einem europäischen Kriege kommen, würde Rumänien als treuer Verbündeter daran Teil nehmen.“

⁴ V: rapport du ministre de Roumanie à Berlin, 4 décembre.

parti et clamés dans la rue, n'en étaient pas moins les seuls vrais ¹.

Comme la question des frontières nouvelles devait être discutée dans une conférence, à Londres, le roi Charles, qui avait rêvé d'un congrès à Berlin ², crut voir un autre de ses désirs satisfait : Mișu, ministre de Roumanie à Constantinople, y fut envoyé. Danev sut plaire au Souverain, bien que, tout en parlant des Roumains balcaniques, du pont sur le Danube, de tout ce qui pouvait réconcilier et réunir les deux pays, il eût hésité de prononcer au sujet des compensations territoriales des paroles qui auraient pu engager son pays ³. Cependant le roi l'avait prévenu qu'il n'abandonne pas la partie, promettant en échange du territoire exigé le soutien pour avoir Andrinople ⁴. On pensait à discuter la question à Londres.

La visite du Grand Duc Nicolas Michailovitch, un intellectuel, un historien, très peu fait pour contrecarrer de pareilles intrigues, ne changea rien à la situation que Vienne avait su imposer. Il courut les rues de Bucarest cherchant des livres français et demanda à voir le chef de l'opposition libérale. Lorsqu'il parla de la possibilité de rattacher la Roumanie à cette ligue balcanique que la Russie reconnaissait maintenant avoir initiée, le roi lui répondit froidement que, de fait, cette ligue n'existe plus, par le fait des divergences. Les ouvertures concernant des rapports plus étroits avec les Serbes tombèrent devant l'indifférence simulée par le royal interlocuteur. „La dynastie est arrivée au pouvoir par le sang ; elle ne peut se maintenir que par le sang“ ; ses aspirations sur l'Adriatique sont „des bêtises“ ; si elle veut atteindre son but, l'Autriche-Hongrie déclanchera la guerre générale. Charles I-er se borna à prévenir contre le danger d'une conflagration générale :

¹ Un envoyé special présentait à Maiorescu la perspective d'une entente économique contre les Balcans ; Mémoires, pp. 56, 57, 58.

² V, pp. 300-302.

³ Rapport de Fürstenberg, 12 décembre. Cf. aussi p. 111. Cf. Mémoires, pp. 59-60.

⁴ V, pp. 218-219.

avec Conrad il n'avait fait que discuter des mesures de défense éventuelle ¹.

Le roi allait si loin dans ses engagements ², qu'il promit que, si à Londres les négociations avec Danev aboutissent, il exercera sur les Turcs, dans le cas où il se montreraient peu conciliants, toutes les pressions diplomatiques, allant jusqu'à mobiliser; les courants d'opinion publique contraires il les brisera ³. Aussi mérita-t-il pleinement les remerciements chaleureux de François-Ferdinand, qui lui parle, en rapport avec „le manque de sens des prétentions serbes“, de „l'attitude calme et digne qu'a eue la Roumanie sous sa direction sage“, l'assurant qu'il désire répéter sa visite dans ce pays ⁴.

Dans ces dispositions, si rassurantes, il reçut, dans la seconde moitié de décembre, la nouvelle que l'acte d'alliance de la Triplice avait été confirmé ⁵: il s'agissait maintenant d'obtenir de sa part un acquiescement. Autant la diplomatie austro-hongroise s'était montrée envahissante, mais peu habile, avant l'explosion balcanique, autant elle réussissait maintenant à envelopper le plus de monde possible dans ses toiles d'araignée, largement, mais aussi solidement tissées.

Pour arriver là – des lettres vinrent de Berlin, de Rome au roi allié ⁶, – on rencontra cependant des difficultés qui pouvaient rester invisibles seulement à ceux qui ne se rendaient pas compte du culte que le roi de Roumanie avait pour sa propre personne et que l'âge rendait encore plus fervent ⁷. Le lendemain de l'échange de lettres

¹ Pp. 111-112, 207-208.

² D'après Maiorescu, pp. 63-64, il se déclarait prêt à aider, même par les armes, les Bulgares pour leur faire avoir Andrinople! Mişu reçut l'autorisation formelle pour en parler à Londres. Filipescu, un des chefs des conservateurs, posait la question ainsi: ou bien Silistrie-Kavarna ou bien la guerre; *ibid.*, pp. 64-65.

³ V, pp. 242-243.

⁴ „Die Ungereimtheit der serbischen Prätensionen... Die ruhige und würdevolle Haltung die Rumänien unter Deiner weisen Leitung während der ganzen Krise... beobachtet hat“; p. 300.

⁵ Pp. 118, 167-168.

⁶ P. 249.

⁷ Sa lettre autographe au roi d'Italie promettant de signer, dans Maiorescu, p. 139.

affectueuses entre lui et François-Joseph, il posait nettement sa candidature pour le cas où l'Italie viendrait à manquer comme allié. Il rappela au ministre d'Allemagne à Bucarest qu'il „n'est pas un allié de seconde classe (*zweiter Güte*)“, que son armée est plus sûre et plus décisive à un moment donné que l'armée italienne¹.

Pensant à ce grand rôle européen, il en arrivait à oublier un peu Silistrie, le „Quadrilatère“, toute cette question des frontières qui était devenue maintenant un point d'honneur pour un Ministère faible et déchiré par des discordes et surtout pour son chef, qui voyait dans l'agrandissement territorial de la Roumanie le couronnement de sa carrière politique. De son côté, comme l'Autriche-Hongrie était enfin intervenue, fût-ce même mollement, à Sofia², où Guéchoy glissait l'opinion que le „bon ami“ est là et pas à Bucarest³, le vieux ministre, énergiquement poussé par le roi, qui parlait d'occuper le territoire désiré sans mobiliser et sans déclarer la guerre⁴, crut pouvoir employer la manière forte. Il demanda que les négociations de Londres entre Mişu et Danev ne traînent plus, car la situation, devenue intolérable — „la Roumanie ne peut plus attendre“ — n'admet plus de „tergiversations orientales“⁵. On veut la ligne Turtucaia-Ekréné. Comme Take Ionescu se valait de ses rapports personnels avec sir Arthur Nicholson, l'auxiliaire de lord Grey, on l'avait autorisé à aller presser les choses à Londres. A Constantinople, Charles I-er avait fait savoir que, si l'on ne veut pas de la paix, il l'imposera, lui⁶. En vain le général Torghond-Chefket, mari

¹ V. pp. 196-197. Sur un télégramme de la Douma aux Chambres roumaines, pp. 181-182.

² Pp. 273. Cf. pp. 270, 286.

³ P. 284. Même déclaration de Danev, p. 319.

⁴ Maiorescu, p. 68. La décision fut communiquée au ministre d'Autriche-Hongrie et à celui de Russie, qui assure que les Bulgares demandent sa médiation, concédant quatre points: *ibid.* Il finit par retirer son offre, du moment qu'on négocie à Londres (p. 69). François-Joseph n'avait pas oublié un portrait pour le ministre roumain (*ibid.*). Le cordon de l'Aigle Rouge s'y ajouta, Cf. pp. 136-138, 141-142.

⁵ Correspondance autrichienne, V, p. 258.

⁶ P. 286.

d'une Roumaine¹, parut-il à Bucarest. On ne pouvait pas être plus énergique dans la docilité.

Et les prétentions roumaines paraissaient se concentrer autour de Silistrie, dont la cession à la Roumanie avait été discutée à Berlin en 1878. Du côté bulgare on objecta la résistance du sentiment national, le régiment recruté dans la région, la population très patriotique : la Chambre s'y opposerait ; pour trouver des arguments, le vieux politicien et homme d'affaires Guéchoy, qui du reste, ne faisait que son devoir le plus élémentaire envers son pays, fut inépuisable². Peu à peu Silistrie devint pour l'opinion publique le but suprême des revendications, et elle arriva à exercer une influence tout à fait disproportionnée à son importance réelle. Elle servit d'arme dans la lutte entre les partis, qui s'était aussitôt emparée de la question des compensations, oubliant tout à fait qu'il y avait un idéal national d'une autre importance que la possession de la vieille Durostorum, déchue jusqu'au niveau d'une pauvre bourgade turque envahie par les fonctionnaires du nouvel État bulgare. Le souvenir de l'ancienne domination roumaine à l'époque du prince de Valachie Mircea, maître de fait de la rive droite du Danube à la fin du XIV^e siècle, revenait, et le dernier fils du prince héritier devait en prendre le nom. Assurés du côté de la Russie, qui promettait de ne pas s'en mêler, les ministres, sauf le président du Conseil, demandaient, en janvier 1913, au roi la permission de faire occuper la ligne réclamée³. Comme la paix entre la Turquie et les alliés balkaniques paraissait être en vue, et elle aurait coupé court aux avantages que la Roumanie offrait aux Bulgares en échange de la cession territoriale, l'impatience devenait encore plus forte. Une fois qu'on avait engagé sur une pareille base la dignité nationale, on ne pouvait pas revenir en arrière.

Or, à Londres, représentant de la victoire qui semblait

¹ Pp. 300-302.

² Cf. Maiorescu, p. 136.

³ V, pp. 344-345, 351, 366-367.

absolue et définitive, Danev se croyait en état de rejeter toute prétention roumaine, fût-ce même accompagnée d'une offre de secours, de fait impossible à réaliser et d'apparence superflue. La menace de l'occupation le laissait froid ; quelle que fût son opinion sur l'armée roumaine, fraîche, mais n'ayant pas combattu depuis presque un demi-siècle, il savait que l'Autriche-Hongrie opposera son veto à cette mesure extrême. Pour ne pas avoir l'air d'être intransigeant, il ajoutait à des garanties pour la possession de la Dobrogea et pour les droits des Roumains dans une future Macédoine autonome un cadeau de vingt villages en marge de Silistrie démantelée (or ses fortifications ne valaient absolument rien)². Par l'action malhabile d'un Ministère pris à l'improviste et qui s'était repris trop tard, le pays le plus important du Sud-Est européen et une nation qui avait prouvé qu'elle peut combattre se trouvaient mis dans une situation franchement ridicule. Aux menaces de mobilisation Berlin répondait par des ironies grossières : „Le roi Charles emploie toute occasion pour faire sonner son sabre³“. L'envoyé roumain à la conférence de paix ne fut pas admis. Take Ionescu, démenti par Danev, qui contestait lui avoir fait des promesses à Paris⁴, en eut sa situation tellement diminuée, que, étant donnée aussi la jalousie du chef du gouvernement, il dut être rappelé : Maiorescu objectait que le seul rôle donné à son collègue était celui de gagner l'appui anglais⁵.

La diplomatie austro-hongroise, qui savait que la Russie était disposée à admettre l'expansion roumaine, chercha vainement à parer le coup sans prendre aucun engagement et courir aucun risque. La Roumanie pensa alors à une conférence européenne qui lui attribuerait la malheureuse ville, redevenue célèbre : Maiorescu en parla

¹ Pp. 378-379.

² Pp. 378-379.

³ „König Karl benützt jede Gelegenheit um mit dem Säbel zu rasseln“ ; pp. 403-404.

⁴ P. 387. Intervention de Take Ionescu auprès de M. Poincaré, p. 393.

⁵ Pp. 388-389. Cf. Maiorescu, pp. 59-60, 64.

à Fürstenberg dès le 9 janvier¹. La décision devait tarder, mais une nouvelle voie était ouverte, La conférence allait se réunir à Pétersbourg, donc sous les auspices de la Russie et de la France.

V.

La médiation des Puissances.

C'était le premier coup porté à l'alliance avec les Centraux, et il fut d'autant plus ressenti à Vienne qu'il venait après la signature de la convention militaire et les assurances les plus chaleureuses de fidélité. S'étant informé auprès du président du Conseil, le ministre d'Autriche-Honprrie s'entendit dire que la raison de ce brusque changement d'attitude doit être cherchée dans toutes les humiliations subies jusque là par un prince qui devait y être si sensible : attitude du roi de Bulgarie et de Danev, refus par les Bulgares du concours qu'il leur avait offert, interdiction d'avoir un représentant à la conférence de Londres. A contrecœur le ministre avait accepté la proposition russe, que sans doute on abandonnerait, si des offres sérieuses viendraient de Sofia, avec aussi les garanties nécessaires². Un des chefs de l'union conservatrice, Nicolas Filipescu, faisait le geste d'aller causer à Constantinople³.

Aussitôt, lorsque la révolution turque venait d'éclater et la guerre était reprise, des négociations furent ouvertes pour fixer la ligne que la Bulgarie pourrait concéder, mais en conservant les anciens procédés⁴.

Tout à coup, à la fin de ce mois de janvier, le roi, tout en maintenant son programme balcanique, qui allait maintenant jusqu'à la sauvegarde des moines roumains du Mont-Athos, montra le désir de signer, dans le terme le plus court, le traité avec la Triplice, question qu'il avait laissée traîner jusque là⁵. Comme la réouver-

¹ Pp. 398-389, 405.

² Pp. 406-407, 421-422, 430, 431-432, 434, 435. Il aurait préféré la médiation italienne ; pp. 441-442.

³ P. 440. Rapport de Mensdorff, Londres, 17 janvier.

⁴ Pp. 527, 535, 536-537.

⁵ Pp. 483-485, 513, 519-521, 521-522, 525.

ture des Chambres approchait, on parla de nouveau, dans un Conseil de ministres présidé par le roi, de l'éventualité des mesures militaires qui, maintenant, avec la guerre dans les Balcans, pouvaient avoir un sens¹. Déjà cependant la nouvelle arrivait de Londres que Danev avait conclu avec Mişu; celui-ci, Macédonien d'origine, ancien agent diplomatique dans les Balcans, patient et insensible aux caprices et aux gestes d'humeur, avait réussi là où le brillant talent de Take Ionescu avait échoué². Le sort de Silistrie seule restait à régler, mais cette ville avait gagné une telle importance — Maiorescu dira: „une valeur morale inappréciable“³ — que, sans l'avoir, le gouvernement roumain ne croyait guère l'affaire terminée⁴. Pour satisfaire une opinion publique irritée par des intérêts de parti il aurait offert, en échange pour la moitié (!) de Silistrie, le rachat des maisons abandonnées par les optants bulgares éventuels, un emprunt de cent millions et le pont sur le Danube, mais pas aussi une alliance ou quelque chose d'approchant⁵.

Le 8 février Maiorescu présentait au nom du roi une dernière sommation au ministre d'Autriche-Hongrie. Si la Bulgarie ne cède pas, il y aura la guerre, même au risque de provoquer une conflagration européenne. „C'est l'affaire des Grandes Puissances de l'empêcher“⁶.

Berchtold en fut effrayé. Mais c'est une „politique catastrophale“ (*Katastrophenpolitik*): à Pétersbourg Sazonov signalait une irritation de l'opinion publique, qui pourrait pousser à des décisions extrêmes⁷. Donc la

¹ P. 547.

² P. 578.

³ Pp. 660-661.

⁴ Cf. aussi pp. 547-548, 578. Ici se place la prétendue déclaration de Take Ionescu au prince Lichnowsky qu'il ne tient pas autant à la possession de Silistrie ni de Baltchik, ce qui provoqua tout un esclandre; pp. 578, 643, 670. Take Ionescu assurait avoir dit seulement ceci: „Je m'attendais à avoir une lutte avec vous pour Silistrie, mais jamais une résistance aussi opiniâtre en ce qui concerne la cession de Balcic ou Kavarna“; p. 670.

⁵ Pp. 600-601. On voulait aussi l'admission de Mişu à la conférence; pp. 626. Cf. pp. 614-615.

⁶ „Es sei Sache der Grossmächte, Krieg zu vermeiden“; pp. 670-671.

⁷ Pp. 679, 683, 687. Sur les offres de médiation russe Maiorescu, pp. 137-139, 141-142.

visite même du second fils de Guillaume II, venu pour le baptême du troisième fils de l'héritier du trône, les perspectives de la médiation italienne n'avaient pas pu endormir les Roumains¹. Cette fois la diplomatie austro-hongroise qui, depuis des mois, pratiquait avec tant de succès l'hypocrisie la plus raffinée, était à bout de ressources.

Le 11 février le roi annonçait, par son président du Conseil, au ministre d'Autriche-Hongrie qu'il se trouve empêché de ratifier le traité. Le Ministère, acculé à de si grandes difficultés, ne peut plus se maintenir; avec l'avènement au pouvoir de J. J. Brătianu une autre politique. Fürstenberg reçut de la bouche même du roi la confirmation de la crise. Il finit par dire ce qu'il désirait comme prix de la prolongation du traité d'alliance: qu'elle ne signera pas l'acte de Londres sans que les prétentions de la Roumanie soient satisfaites².

Et, de Sofia, Tarnowski, le ministre de la Monarchie, rapportait ce qui suit: Guéchoy ne peut pas céder une ville, et ce n'est pas le moment de traiter une question d'importance secondaire lorsqu'il s'agit du sort de Salonique, d'Ochrida, de Monastir. Il y avait, du reste, quelque chose de prophétique dans les déclarations du ministre bulgare: „avec la Roumanie vous aurez tôt ou tard des difficultés³“.

Ce fut donc le tour des menaces à l'égard d'un pays qui semblait vouloir sortir de ses liaisons actuelles. Le roi lui-même, habitué à être traité avec tant de déférence, ne sera pas épargné. Le 12 février on lui faisait savoir par le moyen de Maiorescū, resté quand même très austro-allemand, que la Roumanie, avec ces allures, risque de se trouver „entre deux chaises“, car Vienne „peut faire aussi une autre politique que celle d'amitié pour les Roumains, politique qui servirait mieux ses intérêts“. Il veut une audience „pour soutenir le roi, si

¹ Pp. 586, 590-591, 600. Charles I-er accusa Guillaume II de n'avoir pas tenu parole dans la question de l'admission de Mişu à la conférence; pp. 715-716.

² Pp. 701-702. Cf. pp. 700-701-707.

³ P. 707.

impressionable, contre ceux qui poussent à la guerre¹.

Cette pression brutale, chaleureusement approuvée par Berchtold², brisa la volonté, qui s'était dressée dans un dernier mouvement de fierté, du vieux Souverain : il signa, le 12 février³.

Mai vaincre le roi n'était pas la même chose qu'enfreindre la direction prise par le Ministère sous la pression de l'opinion publique, inexorable, qui, après avoir voulu l'expansion de l'État sur le Sud, se tournait maintenant irritée contre une alliance inutile. Dès le lendemain Maiorescu réapparaissait pour déclarer vertement au ministre d'Autriche-Hongrie que sans la garantie donnée jusqu'au 15 février, que l'Autriche-Hongrie ne signera pas sans avoir tenu compte des intérêts de la Roumanie, il y aura, certainement, la mobilisation⁴.

L'Allemagne, dont l'attaché militaire à Sofia n'hésitait pas à dire que l'armée bulgare est préférable à ce que peut donner celle de la Roumanie⁵, se réunit à l'Autriche-Hongrie pour essayer une nouvelle démarche, assez molle, envers le Ministère bulgare. Enfin Guéchov consentit-il à accepter, sinon la conférence, au moins la médiation⁶. Mais les Roumains ne doivent pas employer le moyen suprême de la mobilisation. Danev ajoutait, du reste : „Si les Roumains pensent à une occupation, leur gendarmerie leur suffira, car nous ne ferons pas d'opposition“⁷. Il prétendait, du reste, que dans un conflit avec les Roumains, l'aide des Serbes ne lui man-

¹ „König sei stark impressionabel... Seine Majestät gegen Kriegshetzer zu stärken“ ; p. 709. Le roi finira cependant par dire à Maiorescu que cette affaire de Silistrie ne l'intéresse autant que par égard à la politique du premier ministre ; Maiorescu, p. 453. Cf. *ibid.*, pp. 455-457.

² L'influence de Bratianu avait été aussi sollicitée sans pouvoir changer son point de vue ; pp. 723-724.

³ Pp. 710, 747 ; Maiorescu, p. 147. Cf. *ibid.*, p. 338. Il fut question un moment d'envoyer Maiorescu à Vienne et à Pétersbourg ; *ibid.*, p. 346.

⁴ Correspondance autrichienne, pp. 748-750. A ce moment les ministres de Russie et de France intervenaient à Sofia pour la Roumanie ; pp. 755, 756, 762, 769.

⁵ On cherchait à radoucir la Roumanie en l'assurant qu'elle restera la première dans le Sud-Est de l'Europe par la supériorité de ses finances ; pp. 861-862.

⁶ P. 772.

⁷ P. 779.

quera pas¹, mais, dans la guerre contre les Turcs, les Bulgares ont seuls donné de fait, car „les Grecs et les Serbes n'ont, pour ainsi dire, rien fait“².

Donc, d'après la décision prise dans le Conseil des ministres du 21 février, la Roumanie recourut à la médiation des Puissances. L'Allemagne avait consenti à ce que Pétersbourg soit le siège d'une conférence des six Puissances, destinée à liquider le conflit entre les deux pays danubiens³. On avait demandé de Londres que la Roumanie donne l'assentiment préalable aux décisions de cette réunion, et on y avait consenti⁴.

L'Autriche-Hongrie crut alors nécessaire un excès de zèle⁵, allant jusqu'à promettre aux Bulgares Salonique pour que Guéchov réponde qu'il craint de perdre Silistrie sans gagner cette autre ville⁶.

Mais les négociations se poursuivaient maintenant à Pétersbourg, où Danev⁷ eut comme partenaire un diplomate roumain de carrière, fils d'un ministre de Roumanie dans cette capitale, homme d'un esprit extrêmement fin et fécond en ressources, qui devait être en plus, par ses études à Paris, un intime de ceux qui représentaient en Russie la France, M. Démètre Ghika. Elles furent difficiles. L'idée des deux Silistries ressuscita au cours de ces discussions⁸, et fut naturellement rejetée. De Sofia on recevait l'avertissement que Guéchov, parlant de la cession de Silistrie ou „d'un morceau de la côte“, ne se considérait encore engagé à rien : „le gouverne-

¹ P. 787. Cf. pp. 776, 779, 783.

² P. 789.

³ Pp. 783, 795-796, 805, 816-817, 819, 823-824, 826.

⁴ Pp. 819, 863-864.

⁵ Cf. l'ordre que Berchtold prétendait avoir donné à Sofia; p. 1018.

⁶ Pp. 887, 897. On attribue à Diamandy, ministre à Rome, la déclaration qu'on ne tient pas autant à Silistrie, déclaration qui fut démentie; pp. 891, 897, 901, 926, 1030. Maiorescu, pour sauver son Ministère aurait offert aux Bulgares même un éventuel concours contre les Serbes; rapport de Fürstenberg, 18 mars, pp. 992-993; VI, p. 18. Mais Berchtold avait raison de croire qu'il serait possible que la Roumanie, la Turquie et la Serbie marchassent ensemble contre les Bulgares; V. p. 1018.

⁷ Néklioudiv, le ministre de Russie à Sofia, disait de lui: „il parle trop et embrouille tout“.

⁸ Pp. 1021, 1043-1044.

ment n'a pris jusqu'à présent aucune décision" ¹. Au moins voulait-il, et il y tenait absolument, dominé lui aussi par des considérations de politique intérieure, que la cession territoriale ne soit connue qu'en même temps qu'une paix satisfaisante avec les Turcs ou au moins avec des assurances de la part des six Puissances que les intérêts de la Bulgarie ne seront pas lésés à la conclusion de cette paix ². Puis il revenait sur ses paroles: „Jamais nous ne nous exposerons au reproche d'avoir vendu du territoire bulgare" ³. Et, proposant de confier au ministre de Bulgarie à Bucarest, Kalinkov, des négociations à deux avec Maiorescu, il demandait, non seulement „la phrase de reconnaissance" pour l'attitude envers la Roumanie que les diplomates de Pétersbourg allaient introduire dans le protocole, mais quelque chose de „plus substantiel", „une compensation sérieuse": le pont, des dédommagements ⁴, Delcassé était d'avis que les Roumains pourraient se contenter de Silistrie seule et l'ambassadeur d'Angleterre ne voulait pas même en accorder tous les ouvrages de défense ⁵. Les Centraux, devant cette attitude, regagnaient du terrain envers la Roumanie ⁶, l'Autriche-Hongrie, qui faisait ses calculs d'avenir avec les Bulgares, avait risqué un dernier effort pour les installer, après qu'Andrinople leur eût été reconnu, à Salonique ⁷.

Bref la Roumanie eut Silistrie, et Silistrie seule. Mais, si ce maigre gain jetait en lice un Filipescu, un Carp, elle avait gagné le symbole, qu'elle avait travaillé elle-même à rendre tel.

¹ P. 1080.

² P. 1090; VI, p. 23.

³ P. 34.

⁴ Pp. 193, 205-208, 241-242, 271, 282. Sur les négociations de Kalinkov, pp. 358-359, 369, 370-371, 403, 413.

⁵ Pp. 33-34. Sur l'ensemble des négociations, pp. 36-37, 46-47, 60, 65.

⁶ P. 65.

⁷ *Ibid.*

VI.

La Roumanie et le conflit entre la Bulgarie et ses alliés.

Une grande question se posait maintenant pour les intérêts de la Double Monarchie, qui n'avait pas pu empêcher l'agrandissement, si important, de la Serbie: ne pourrait-on pas employer les Bulgares, qu'on avait ménagés autant que possible jusqu'au bout, contre cette Serbie qui, demain, convoitera les territoires au-delà de la Save habités par des congénères? Or, dans le conflit qu'on espérait, qu'on allait préparer par tous les moyens, on voulait savoir l'attitude de la Roumanie, qui avait été déjà sondée, de Belgrade et même d'Athènes¹. Le roi avait parlé de la possibilité d'une alliance avec la Bulgarie, mais seulement si on lui donne aussi la lisière maritime et Maiorescu l'avait confirmé². Berchtold, bien que Berlin lui eût recommandé de préférer les Roumains aux Bulgares³, insista sur sa déclaration que, si, dans un conflit éventuel, la Roumanie s'avise de marcher avec les Serbes contre les Bulgares, les liens avec la Monarchie seront rompus⁴. Elle est dès ce moment avertie: si la Roumanie veut commencer une autre politique, elle en subira les conséquences⁵. Pour le moment la réponse donnée par le Ministère roumain aux suggestions du ministre de Serbie à Bucarest avait été évasive⁶.

Maiorescu demandait qu'on lui permette la communication du protocole aux Chambres, qu'il ne pouvait pas retenir infiniment, même si cette communication eût dû rester secrète, et l'Autriche-Hongrie finit par y consentir⁷. Mais, par égard au choc, qu'on prévoyait prochain, entre les alliés balcaniques il préférait aux

¹ V. p. 949.

² Pp. 271, 305-306, 358-359, 437.

³ P. 459.

⁴ Le ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia était seul d'avis „dass Rumänien unvergleichlich mehr Rücksichtnahme verdient als Bulgarien, auf das wir nicht rechnen können“; pp. 356-357.

⁵ Pp. 364-365. 358-359

⁶ P. 468.

⁷ P. 431-432, 434, 444.

Bulgares les Grecs, peut-être même les Serbes¹. Et le roi, ayant appelé, le 19 mai, Fürstenberg dans sa loge, lui déclara que „personnellement il n'attribue plus aucune importance à Silistre ni à de plus larges règlements de frontière, mais l'état d'esprit dans le pays est tellement irrité contre la Bulgarie que ni lui, ni aucune puissance sur la terre ne seraient capables d'arrêter la Roumanie de prendre part, dans un conflit de la Bulgarie avec ses alliés actuels, pour leurs adversaires². Ce qu'il ajoute sur ses dispositions à la neutralité et sur le caractère provisoire d'une entente avec les Serbes et Grecs n'avait pas la même importance pour un avenir prochain. Et les critiques que son premier conseiller risquait contre la nouvelle politique du roi³ ne pouvaient pas influencer sur les événements, car le sort du Ministère Maiorescu était scellé.

Cependant cette nouvelle politique, à laquelle engageaient les retards de l'acquiescement bulgare aux résultats de la conférence, la longueur voulue des négociations directes commencées par Kalinkov, devenait de plus en plus claire, aussi au gré des pourparlers avec les Serbes et les Grecs. Le 25 mai, le roi s'exprimait devant Fürstenberg dans ces termes dont la franchise indignée ne laissait rien à désirer : La Bulgarie est „l'ennemi historique“, alors qu'on n'a jamais eu de conflit avec les Serbes⁴. On a tort à Vienne de se faire des illusions sur les

¹ Pp. 444-445. Cf. pp. 449-450

² „Er lege persönlich keinen Wert weder auf Silistrien noch auf weitere Grenzregulierungen; die Stimmung im Lande sei aber eine derart gegen Bulgarien gereizt, dass weder er, noch irgendeine Macht der Erde im Stande wäre Rumänien zurückzuhalten, in einem Konflikt Bulgariens mit seinen heutigen Alliierten für dessen Gegner Partei zu ergreifen“; p. 458.

³ „S. M. der König sei zwar ein gewiegter Politiker, doch hie und da zu mannigfaltig in Seinen Mitteln.... Dies sei auch die Überzeugung Ihrer Majestät, doch lasse sich Höchst dieselbe von persönlichen Momenten beeinflussen und bewegen zu Mitteln zu greifen, welche er als Minister nicht billigen könne“; p. 469. Mais Fürstenberg reconnaît que, le cas échéant, le roi et son premier conseiller doivent marcher contre les Bulgares sous peine d'être considérés comme traitres; pp. 477-478. Cependant Maiorescu considère l'idée d'une alliance avec les Serbes comme „unsinnig“; pp. 511-512, 521.

⁴ „Bulgarien ist der historische Feind und Rivale, dessen Grösse gefährlich werden kann... Serbien, mit dem Rumänien nie Differenzen hatte, muss so gekräftigt werden dass es ein Gegengewicht gegen Bulgarien am Balkan bieten könne“; pp. 540-542.

intentions bulgares, et il aurait mieux fallu dire à Guéchoy et Danev que la Roumanie n'est pas „quantité négligeable“. Lui, le roi, n'est pas habitué au mépris qu'on lui témoigne de l'autre côté du Danube. Il est profondément blessé par l'attitude de son alliée l'Autriche-Hongrie, qui hésite entre lui et entre les Bulgares, devenus des „ennemis durs, rebelles aux concessions et orgueilleux“¹. La Roumanie ne peut pas accepter la Bulgarie énorme qu'on est en train de créer. l'Autriche-Hongrie comptant s'en servir contre la Serbie. Il espère qu'un conflit serbo-bulgare ne se produira pas, mais dans ce cas on peut savoir déjà quelle sera sa décision, que la Monarchie ne pourrait pas entraver sans gêner pour toujours sa situation à Bucarest². Il lui faut „une preuve éclatante d'amitié“. Take Ionescu lui-même était considéré comme partisan de la nouvelle direction nettement anti-bulgare³, et ceci malgré la continuation des rapports avec le ministre bulgare à Bucarest sur la question de cet accord de neutralité pour les éventualités balcaniques prochaines, qui aurait payé les bonnes dispositions de la Bulgarie dans l'affaire des territoires. Éffrayé, Fürstenberg, un bon observateur, placé dans une situation de plus en plus intenable, mettait en perspective aussi la possibilité, que Berchtold avait totalement oubliée, d'un réveil inattendu de l'irrédente roumaine en Hongrie⁴.

Du côté austro-hongrois cependant la décision était prise: tout risquer plutôt que de laisser aux Serbes leurs

¹ „Harter, unnachtgebiger und hochmütiger Feind.“

² „Man muss sich darüber in Wien Rechenschaft geben dass Rumänien ein übermächtiges Bulgarien nicht zugehen kann; ein solches würde eine stette Gefahr für Rumänien bilden. Der Gegensatz in der heutige Politik der Monarchie und Rumänien bestehe darin dass Österreich-Ungarn ein grosses Bulgarien auf Kosten Serbiens schaffen wolle, wogegen Rumänien vünschen müsse dass Bulgarien durch Serbien in Schach gehalten werde“; pp. 521-522. Cf. pp. 540-542: „Auch das leiseste Schwanken der Monarchie zwischen Rumänien und Bulgarien betrachtet der König als eine unverdiente Zurücksetzung“.

³ Pp. 533-534. Sur les négociations de Kalinkov aussi pp. 537, 540. Maiorescu demandait sans réserves si dans un conflit avec la Bulgarie, la Monarchie soutiendrait la Roumanie; pp. 450-451.

⁴ „Ein ungehörter Anwachs der rumänischen Irredenta in Ungarn“; correspondance autrichienne, pp. 549-542. Cf. pp. 554-555.

conquêtes. On continuait à tordre le fil à Vienne pour l'ancienne trame contre le voisin indésirable, qu'il faut ou absorber ou détruire. C'était une idéologie dangereuse, mais définitive. Devant elle tous les souvenirs du côté de la Roumanie, tous les intérêts qu'elle pouvait servir, tous les dangers qu'elle était capable de susciter s'évanouissaient. Entendons Berchtold, qui faisait en ce moment *a rompicollo* du plus-qu'Achrenthal: Il faut dire au roi et surtout au bon ami Maiorescu que, „étant donné l'antagonisme qui existe, notoirement et allant jusque dans la profondeur, entre la Monarchie et la Serbie, une coopération militaire de la Roumanie avec cet État ou avec la Grèce, qui probablement sera de son côté dans le cas d'un conflit serbo-bulgare, serait inconciliable avec notre alliance et qu'il nous faut la prévenir de la façon la plus appuyée contre des tractations, soit avec la Serbie, soit avec la Grèce, qui à la fin des fins devraient mener la Roumanie à un conflit patent avec la Monarchie¹. Mais le roi se sentait d'autant plus fort que Berlin appuyait ses prétentions. Le 31 mai le gouvernement allemand faisait savoir à son allié autrichien que, si l'Allemagne intervient à Bucarest pour empêcher l'alliance avec la Serbie, il faut reconnaître que la Roumanie a ses raisons pour ne pas admettre la Grande Bulgarie et que „nous ne pouvons pas aller si loin que de demander à la Roumanie qu'elle perde ce moment psychologique“². Si on ne veut pas qu'elle passe de l'autre côté, qu'on paye sa neutralité d'une cession allant jusqu'à Baltchic.

Le 27 mai, le ministre d'Allemagne à Bucarest déclarait que, puisqu'on ne veut pas écouter les bons conseils,

¹ „Dass angesichts des zwischen der Monarchie und Serbien bestehenden, offenkundigen und tiefgehenden Gegensatzes eine militärische Kooperation Rumäniens mit diesem Staate oder mit dem voraussichtlich auf seiner Seite stehenden Griechenland im Falle eines serbisch-bulgarischen Konfliktes mit unserm Bruderverhältnis unvereinbar wäre und dass wir daher vor Abmachungen, sei es mit Serbien oder mit Griechenland, eindringlich warnen müssen, die in letzter Konsequenz Rumänien notwendigerweise in offenem Gegensatz zur Monarchie brächten“; pp. 547-548.

² „Dass wir unmöglich so weit gehen könnten, von Rumänien zu verlangen dass es diesen psychologischen Moment wieder verpasse“; pp. 556-566. Cf. p. 567. Rome parle dans même sens; pp. 709-710, 837.

l'Empire n'interviendra plus pour retenir un pays „du plus grand poids“¹. On aurait gagné seulement ceci que, dans le cas de la guerre balkanique, les armées roumaines ne combattront pas à côté des Serbes².

Au moment où tout était déjà décidé, puisque la frontière macédonienne avait été passée par les soldats du général Savov, le ministre d'Allemagne à Vienne, Tchirschky, donnait complètement raison à la Roumanie, poussée par la diplomatie austro-hongroise jusqu'aux dernières limites de la patience. Entre la puissante Russie et une Bulgarie accrue à ce point une Roumanie indépendante ne peut pas vivre. La Roumanie ne peut pas se sacrifier pour faire plaisir à l'Autriche-Hongrie. Envers la Triplice elle a des devoirs limités, qu'elle n'a pas refusé de remplir. Et puis c'est elle qui est l'alliée, et pas la Bulgarie. Il fallut que Berchtold, tout en contredisant et en maugréant, en faisant du noir pour l'avenir de la Roumanie déclarât que des mesures de fait ne seront pas prises pour empêcher la Roumanie d'occuper les territoires qu'elle désire³.

Or le cas du conflit armé entre la Bulgarie et la Serbie était plus que probable. On a attribué au général Savov, qui aurait obéi à des suggestions personnelles du roi Ferdinand et contre les intentions plus pacifiques, ou momentanément pacifiques, du régime Guéchof-Danev, l'attaque en trahison de la Brégalnitza. Mais voici la conversation entre le premier ministre bulgare et le représentant de l'Autriche-Hongrie à Sofia, Tarnowski. Guéchof commence par lui causer de la possibilité d'une guerre serbo-bulgare, demandant son opinion. Devant la réponse que Tarnowski en a entendu parler, mais qu'il ne croit pas que ce soit vrai, car la Russie interviendrait pour

¹ „Das allergrösste Gewicht“ ; pp. 748-749.

² „Im Laufe der Unterredung welche Herr von Waldthausen mit dem König von Rumänien hatte, habe S. M. nenerdings versichert dass er einem eventuellen serbisch-bulgarischen Krieg sich auf keinen Fall auf Seite Serbiens stellen werde“, Berlin 28 mai ; p. 754. On l'aurait communiqué au président serbe, Pachitch ; p. 776. Sur les deux dernières audiences de Waldthausen chez le roi ; p. 780. Cf. p. 762.

³ Pp 785-786.

maintenir la paix, la question revient, pressante: „La guerre entre nous et la Serbie vous convient-elle? Voulez-vous une Bulgarie forte et grande, oui ou non?“ – Le ministre austro-hongrois se dérobe: certainement on la veut, mais dans le cadre des intérêts de la Monarchie. Le chef du gouvernement bulgare, presse: Il faut en écrire à Berchtold pour savoir si l'Autriche-Hongrie permet la guerre. Et puis ces concessions à la Roumanie, qui irritent... Et, pour expliquer qu'on ne soit pas encore parti: „Entre nous il faut que je vous dise que *les Serbes sont tout à fait prêts et nous pas encore*“¹. Guéchof était d'autant plus impatient qu'il devait savoir les intrigues que son Souverain tramait contre lui avec le chef de l'opposition, nettement austrophile, Radoslavov, intrigues que le chef de cabinet du roi ne manquait pas de communiquer, d'un jour à l'autre, à Tarnowski².

Le protocole de Pétersbourg avait été voté par le Parlement roumain, mais, dans une situation probablement changée, on voulait plus que cela, et la décision bulgare tardait, malgré la pression exercée à Sofia par un gouvernement „décidé à se faire payer“, le „marché“ fût-il brutal, et malgré la perspective d'une mobilisation³. Et à Bucarest Grecs et Serbes, surtout les premiers, voulaient avoir incessamment la réponse⁴. Il est vrai que Maiorescu assurait ses amis autrichiens que, s'il compte occuper „la ligne“, en cas de conflit balcanique, il n'ira pas jusqu'à une alliance avec la Serbie et la Grèce⁵, mais une nouvelle conversation de Fürstenberg avec le roi était de nature à écarter les derniers doutes sur ses intentions. Il ne veut plus de ce traité de neutralité avec la Bulgarie qui encouragerait cet État à attaquer la Serbie.

¹ Pp. 555-556.

² Pp. 563-564.

³ Pp. 579, 622.

⁴ Pp. 573, 576-577, 587, 591, 617-618, 620. On discutait aussi, avec les Grecs, sur les droits des Roumains de Macédonie. Cf. les Mémoires de Maiorescu, à cette date.

⁵ Pp. 641, 680-681, 689-690. Carp critiquait l'attitude encore indécise de son ancien auxiliaire; pp. 681-683.

„Une Bulgarie comprenant toute la Macédoine et la Thrace serait un continuel danger pour la Roumaine“, et une nouvelle victoire rendrait encore plus orgueilleux un voisin devenu si incommode. Comme le ministre austro-hongrois objectait que, de ce fait, la Roumanie passerait dans le camp des ennemis de la Monarchie, Charles I-er répondit sèchement qu' *„il en est aux regrets, mais il est appelé à défendre les intérêts de son pays“*; on aurait pu savoir depuis longtemps à Vienne ce qu'il ne peut pas admettre. — Plutôt renoncer à tout agrandissement territorial qu'attirer sur lui la haine publique pour ne pas avoir essayé de tout en vue d'empêcher la Bulgarie dans son expansion“¹.

Berchtold, craignant aussi une entente entre Bulgares et Serbes qui interviendrait au dernier moment, essaya de prouver à Danev que les territoires réclamés par la Roumanie représentent si peu comparées aux agrandissements en Macédoine². Il s'adressa à l'Allemagne pour retenir les Roumains au cas d'une guerre entre les alliés balcaniques³. Il assura à Bucarest qu'on s'est mépris si on a cru que l'Autriche-Hongrie est pour l'occupation de la ligne contestée. Répandant des conseils de toute espèce, il voulait convaincre les Roumains que la Serbie est et sera plus slave que la Bulgarie, qu'elle ne peut être qu'un suppôt de la Russie, que la Roumanie a tout intérêt à cultiver une Bulgarie devenue plus grande, car elle, qui s'appuie sur „ses rapports de culture et politique avec l'Occident“, sur „sa constance et fidélité dans ses relations extérieures“, n'en serait pas diminuée⁴. Comme

¹ „Ein Bulgarien welches ganz Mazedonien und Thrazien umfasse würde eine ewige Gefahr für Rumänien darstellen... Um übermäßige bulgarische Erfolge zu verhindern... Auf meinen Anwurf dass durch diese Politik Rumänien sich in das Lager unserer Feinde begeben, antwortete der König dass er dies sehr bedauere, er jedoch berufen sei die Interessen seines Landes zu wahren; man (müsse) in Wien seit jehrer gewusst haben dass er ein übermächtiges Bulgarien nicht gestatten könne... König Karl antwortete dass er lieber auf jeden Gebietszuwachs verzichte als das Odium auf sich zu laden, nicht Alles versucht zu haben um Bulgarien an seiner Expansion zu verhindernz; pp. 724-725.

² Pp. 720-722.

³ Pp. 723-724.

⁴ Pp. 724-725: „Endlich wollen Euer Durchlaucht bemerken, die Superiorität Rumäniens über die Balkanstaaten, von denen es sich seit jehrer abge-

il apprenait que la mobilisation roumaine est déjà décidée, il voyait déjà devant lui ce pays devenu l'instrument de la Russie, l'alliance balcanique refaite contre la Monarchie¹. Au dernier moment, le 1-er juillet, alors que Tarnowski assurait les Bulgares que jamais l'Autriche-Hongrie n'a encouragé les prétentions roumaines², Borchtold promettait une intervention à Sofia pour faire savoir au gouvernement bulgare „qu'on doit prendre en considération la Roumanie et qu'on ne peut ni veut en ignorer les intérêts“³, que „M. Danev doit faire des propositions précise et obligatoires“⁴. Et la Roumanie est-elle donc aveugle pour ne pas voir que la ligue balcanique est en train de se refaire contre elle⁵? Devant la certitude de l'intervention roumaine, il essayait de dresser le fantôme d'une Russie prête à soutenir les Bulgares et il déplorait le sort, immanquable, de ce pays qui a été „la marche orientale de la civilisation de l'Occident“⁶.

Du reste, le télégramme de l'héritier austro-hongrois devait désavouer en juillet toute cette politique de duplicité : François-Ferdinand se déclarait „très heureux de l'attitude prise en faveur de la Roumanie : comme la Bulgarie est douteuse sous tous les rapports, on devrait recommander de nouveau la plus grande prévenance à l'égard de la Roumanie“⁷.

Pendant que la diplomatie austro-hongroise se livrait à ces jeux d'équilibre, qui n'eurent aucun autre résultat que celui, très important, sans doute, d'avoir non seu-

hoben habe, beruhe nicht auf die Proportion der Bevölkerungszahl und des Territoriums, sondern auf seiner kulturellen und politischen Zugehörigkeit zu Westeuropa, auf der Stätigkeit und Verlässlichkeit seiner auswärtigen Politik“.

¹ Pp. 745-748.

² Pp. 768-779.

³ Pp. 778-779.

⁴ Pp. 759-760.

⁵ Pp. 754-755.

⁶ *Ibid.*

⁷ „Danke vielmals für Nachrichten. Bin sehr glücklich dass unsere Stellungnahme zu Gunsten Rumäniens erfolgt. Nachdem Bulgarien in jeder Beziehung unverlässlich, würde prösstes Entgegenkommen gegen Rumänien erneuert empföhien“ p. 835.

lement définitivement éloigné la Roumanie, mais aussi d'avoir grièvement mécontenté l'Allemagne, le directeur réel de la politique bulgare, Danev, faisait une politique de tempérament, laissant à son Souverain le rôle de régisseur, au dernier moment, d'une habile comédie de haute hypocrisie.

Laissant à son agent, Kalinkov, la charge de tirer les choses en longueur — et combien l'Orient s'y entend-il! —, il feignait de ne pas savoir au juste quelles sont les intentions réelles du gouvernement roumain et mêlait cette attitude d'incertitude forcée sur les résolutions à prendre avec des gestes destinés à intimider le négociateur austro-hongrois qui, au fond — et on le savait —, ne prenait pas lui-même un trop grand intérêt à la chose. Croyant encore à ses grands dons de diplomate, il essayait de regagner chez lui, à Sofia, ce qu'il avait perdu à Pétersbourg.

Le 25 mai, refusant la ligne Turtucaia-Baltchic, en territoire ethnographique anciennement roumain, pour la première localité, et turc pour la seconde, et refusant de faire une comparaison avec la Macédoine, qui revient de droit à la Bulgarie, en vertu d'un traité, se plaignant que la Roumanie, „qui devait être un pont entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, trouble et envenime les rapports entre les deux pays“¹, il offrait tout au plus des négociations à Sofia; mais, en tout cas, les Bulgares n'oublieront jamais une pareille conduite. Il ne croyait pas à la possibilité d'une mobilisation roumaine². Le 29, blâmant le „pourboire“ roumain, il refusait aussi toute concession aux Serbes³. Même après le premier sang versé en Macédoine — et il en laissait la responsabilité aux Serbes —, ce politicien enivré par le succès ne parlait que de la possibilité de commencer de nouveaux pour-

¹ „Roumănen solite eigentticht Brücke zwischen Osterreich-Ungarn und Bulgarien bilden; stait dessen werde es aber Beziehungen zwischen uns und Bulgarien nun trüben und vergiften“; pp. 730-735. Cf. cependant pp. 735, 735-736 (méfiance roumaine envers Danev), 744 (refus de causer, intimé par Maiorescu à Ghica, ministre à Sofia).

² Pp. 752, 764.

³ Pp. 768-770; cf. pp. 762, 771-772, 776.

parlers à Bucarest¹. Devant la mobilisation roumaine, qui dérangeait tous ses plans, il niait que la guerre eût éclaté déjà entre Bulgares et Serbes². Puis il objectait que, étant donnés les événements qui se passent, on pourrait donner quelque bribe, mais sans discuter, sachant d'avance de quoi il s'agit, et il préférerait, comme garantie, le savoir par Vienne. „Si les prétentions de la Roumanie seraient trop hautes, leur satisfaction serait impossible et il ne resterait à la Bulgarie que de ne s'en soucier guère³.“

En désespoir de cause, l'ancien ami du russophile Tzancov s'adressa à la Russie, au même Sazonov qui félicitera la Roumanie d'avoir donné enfin une leçon aux politiciens de Sofia, dont l'attitude commençait à énerver aussi les cercles politiques de Pétersbourg⁴. Ceci tout en envoyant à la Légation d'Autriche-Hongrie tel de ses amis qu'on y considérait comme son „âme damnée“⁵, pour recevoir la réponse décourageante que la Roumanie fait sa politique à elle et qu'on ne peut pas l'en empêcher, en attendant la note de désapprobation qui devait venir de Vienne⁶, promptement retirer son épingle du jeu. Il se montrait complètement ignorant en fait de revendications roumaines, qu'il désire „modestes“, en même temps qu'il demandait l'appui des Puissances, aussi contre les Turcs, déjà en marche vers leurs anciennes frontières⁷, et une conférence européenne qui, croyait-il, pourrait encore sauver, dans la défaite, qui s'était prononcée à cause de la politique de „bandits“ (*räuberisch*) des Roumains⁸. Promettant de venir chez

¹ P. 783.

² P. 801.

³ „Wenn Präntentionen Rumäniens zu gross, wäre ihre Erfüllung unmöglich und bliebe Bulgarien nichts anderes übrig als sich um Rumänien überhaupt nicht zu kümmern“; p. 822. Berchtold parlait dans le même sens, donnant aux Roumains des conseils de modération; p. 827.

⁴ Pp. 889 890: „Er freue sich dass Rumänien den unbotmässigen Bulgaren seine Faust fühlen lasse“. Cf. pp. 803-865, 866.

⁵ Pp. 843-844. Cf. p. 851.

⁶ Pp. 863-864.

⁷ Il leur offrait des cessions; pp. 865 866.

⁸ Pp. 852-853.

Tarnowski, il feignait de l'avoir publié¹. Le 12 du mois, devant la catastrophe, protestant devant ce diplomate qu'il n'aurait jamais cru à l'invasion roumaine, il répétait son manque d'informations concernant les exigences de Bucarest et affirmait que „la cession volontaire de territoire bulgare est chose impossible“². Lorsque cet homme loquace et brouillon se décida à se retirer, d'autres, qui jusque là s'étaient tus, vinrent faire profession de fidélité à la Legation impériale et royale³. Elle avait reçu jusque là — et elle la recevra dans la suite aussi — l'expression, habilement présentée, des regrets, des appréhensions, des espérances du roi de Bulgarie.

Prêt à n'importe quel coup de politique aventurière, capable de satisfaire en quelque sorte une ambition sans bornes, mais soucieux de ne pas prendre des responsabilités, les laissant volontiers à ses ministres, qu'il traitait parfois „d'imbéciles et d'intrigants“⁴, ce prince donna un rare exemple de désespèment et de ce qu'on appelle chez ceux qui ne sont pas des monarques : fourberie. Le 30 mai, son secrétaire, chargé, bien entendu sous sa propre responsabilité, lui aussi, de pareils messages secrets, à l'insu de ses ministres, Dobrovitch, tout en se plaignant des méchants voisins qu'étaient devenus, de leur seule faute, les Roumains, laissait passer la suggestion que des cessions pourraient leur être faites, mais une fois la guerre contre les Serbes gagnée⁵. A la Cour on disait que, au pis aller, on peut promettre aux nouveaux ennemis sans tenir parole, même leur donner

¹ P. 853.

² „Freiwillige Abtretung eigenen Territoriums wäre aber Ding der Unmöglichkeit“ ; p. 384.

³ Pp. 894-896, 911-912.

⁴ „Que voulez-vous ? Tous mes ministres sont des imbéciles ? Mon ministre de la Guerre ne fait que des intrigues“ ; III, p. 770 (janvier 1912). Son intime, le baron d'Épinghfen, le décrivait aussi : „Entschlusse des Königs seien fortwährenden Schwankungen unterworfen, die, abgesehen von mistrauischen Natur des Königs, auch mit Wechsel in den Nachrichten vom Kriegsschauplatz (in Zusammenhang) stehen“ ; pp. 833-835. Aussi la „krankhafte Angst des Königs vor grossen Entschlüssen“ ; pp. 841-842. Cf. aussi pp. 842-843 sur sa „krankhafte Scheu“.

⁵ VI, pp. 775-776,

n'importe quoi pour le reprendre à la première occasion ¹. Il faisait venir dans la nuit, au milieu d'un décor tragique d'opéra, le ministre de Roumanie pour lui confier qu'il est disposé à sacrifier Danev et à donner aux Roumains tout : Turtucaia, Dobrich, Kavarna, et, on ne sait pas pourquoi, la Kraina en plus, sauf Baltchic ². L'attaque de Savov a été une „aventure“ des russophiles, et le roi n'entend nullement la prendre sur lui ³. Il laissait passer ensuite son désir de se réconcilier avec la Roumanie pour revenir ainsi à la Triplice, mais sans froisser les Russes. On irait jusqu'à une alliance avec le roi Charles, mais, si l'Autriche-Hongrie ne le soutient pas, il laissera, après la défaite, provoquée par la „trahison“ de Danev, qu'il va chasser, la couronne à un prince russe ⁴. L'Autriche-Hongrie ne doit pas intervenir dans cette situation, car la Russie pourrait s'en fâcher ⁵. Mais, le lendemain même, déclarant ouvertement qu'il craint d'être assassiné par les soldats, la reine prévoyant pour lui au moins le sort d'Alexandre de Battenberg, détrôné par des militaires, il demandait que la Monarchie vienne en son aide, pour arrêter ces „bandits“ de Roumains qui, envoyés par la Russie et la France, continuent leur „lâche marche triomphale“ jusqu'à Varna, Provadia et Roustchouk ⁶.

Après s'être adressé au roi Charles, lui demandant d'arrêter son armée sur les hauteurs de St. Nicolas, à quelques kilomètres de Sofia, le roi vaincu, qui pensait déjà à une éclatante revanche, se livrera, jusqu'à la fin

¹ „Im Palais massgebende Persönlichkeit meinte, man solle Rumänien Verlangtes nun abtreten; in ein Paar Jahren könne man es wieder zurück nehmen. Auch hörte von ernster Seite Ansicht, man könne Rumänien Alles versprechen, halten brauche man es nicht.“

² Pp. 834-835. Une autre fois, il fixait comme limite au Sud le cap Kalliakra; p. 842. Cf. pp. 844-845.

³ Pp. 875-876.

⁴ P. 843. Il aurait été question du Grand Duc Nicolas; p. 889. Mérey, ambassadeur à Rome, croyait que c'est „eine der beliebten Komödien König Ferdinands“; p. 908.

⁵ P. 894.

⁶ Pp. 903-906: „Ob S. M. der Kaiser das Schicksal der königlichen Familie ins Auge gefasst hat... Russland und Frankreich haben uns ausserdem die Rumänen an den Hals gehetzt, deren feiger Triumphzug sich bis jetzt auf Varna, Provadia und gegen Rutschuk erstreckt.“ „Der Raubzug der Rumänen.“

du mois, pendant toute la crise qui finit par l'armistice de Niche, maintenant que l'armée est „démoralisée“, son entourage peu sûr et sa vie en danger, devant Tarnowski, à des effusions répétées, aussi peu diplomatiques que royales.

VII.

L'intervention militaire roumaine.

Dès le moment où on eut la certitude que sur les bords de la maigre rivière macédonienne avait commence une vraie guerre entre ceux qui avaient remporté ensemble la victoire, Maiorescu avait pris la décision imposée par les circonstances. Celui qui osait, le 26 mai, traiter de „cabotin“ son roi parce qu'il passe à côté de ses engagements envers la Triplice pour faire une politique d'envergure et de risque¹, et qui signalait, peu après, la Grande Serbie comme un autre obstacle devant l'avenir de la Roumanie, l'ennemi déclaré de la politique des kilomètres qui ne fixent pas à eux seuls l'importance d'un État, celui qui cherchait à empêcher les influences contraires à l'Autriche-Hongrie travaillant sur l'esprit, devenu étonnamment changeant, de son seigneur et maître², de sorte que jusqu'au bout Vienne le considéra comme un allié contre les militaires et les „chauvinistes“³, avait admis enfin, le 10 juillet, l'occupation de la ligne désirée⁴.

Il avait gagné dès le début cet acquiescement russe, qu'il acceptait cependant à contre-cœur. Le ministre de Russie, Chébéko, s'était borné à demander jusqu'où va le programme de l'intervention⁵. A Sofia, le collègue

¹ „Was wollen sie; die Politik hängt nicht allein von mir ab: in einem parlamentarischen Lande muss sie sich nach der öffentlichen Meinung richten und, dann, in jedem Souverän, *il y a quelque chose d'un cabotin*“ (p. 738).

² „Ministerpräsident glaubt dass Seine Majestät, Höchstwelcher durch alle möglichen Einflüsse in auswärtigen Politik schwankend geworden ist, durch gestrige Andienz wieder in ein richtiges und stetigeres Geleise gebracht wurde“; pp. 763-764.

³ P. 787.

⁴ Cf, pp. 858-859.

⁵ P. 828.

de Chébéko croyait qu'un armistice s'impose à court délai. „Autrement la Russie lâcherait les Serbes... Les Bulgares ont les Roumains sur leur dos et devront céder et se contenter de ce qu'on leur donnera¹.“ Mais, la réponse à la tentative russe d'empêcher le passage du Danube avait invoqué les ordres déjà donnés².

La diplomatie russe avait remporté donc une victoire complète, sur tout le monde. Elle tenait la situation en main et disposait de l'avenir, ceci sans avoir rien promis, ni pris aucun engagement, en se mettant sur la ligne des réalités en marche, qu'elle avait l'air d'avoir créées, et de diriger. Chébéko entendit à Bucarest la foule qui, ayant enfin sa vengeance contre les refus et les ironies bulgares, clamait contre l'Autriche-Hongrie, qui s'informait, inquiète, sur des mouvements de troupes à ses frontières³. Berchtold dut descendre le ton pour assurer la Roumanie, devenue militante, de ses sympathies pour un désir d'agrandissement devenu tout naturel, d'autant plus que la Russie était dans les mêmes sentiments. Tout en glissant, le 10 juillet, l'idée favorite d'une conférence devant laquelle devait être appelé le débat, un rôle y était attribué à la Roumanie, et non pas seulement en sa nouvelle qualité de belligérante⁴. On aurait même désiré que la Roumanie fasse une paix séparée⁵.

Mais déjà on ventilait entre les alliés, pour dompter l'élan fol des Bulgares, l'idée d'une conférence purement balcanique, qui se réunirait à Bucarest, et il y avait dans la fierté nationale dont était empreinte la note roumaine du 17 juillet plus d'un passage déplaisant pour la Double Monarchie. Ne suivant pas une „politique de conquête“ et ne désirant pas „l'écrasement de l'armée bulgare“, la Roumanie a cependant „l'obligation de procurer maintenant à son territoire d'au-delà du Danube une frontière assurée“, d'autant plus que la Bulgarie

¹ Pp. 866-867.

² P. 878.

³ P. 828.

⁴ Pp. 869-870.

⁵ Pp. 941-942, 968.

vient de montrer ses sentiments envers les voisins par l'attaque dirigée contre ses collaborateurs. Le changement de frontière s'arrêtera à Turtucàia et à Baltchic, avec la lisière nécessaire. A partir de ces énonciations le reste est dirigé contre les projets autrichiens dans les Balkans. „Élément constant d'ordre et de paix dans l'Orient européen“, la Roumanie a bien le droit de participer au „règlement définitif de la question qui a, trop longtemps, à ses portes mêmes, menacé, puis troublé la paix générale“. En réclamant ce droit, „elle a conscience de seconder aussi les efforts pacifiques des Grandes Puissances“¹. Elle acceptait donc la lutte que la Monarchie, maintenant son alliée de forme, annonçait dans les formes les plus benignes, mais avec toutes les apparences d'une résolution réelle et ferme.

Le lendemain après avoir appris, à côté des victoires grecques, l'avance des Turcs et la capitulation d'une brigade bulgare devant les Roumains, le danger d'une capitulation générale aussi, faute de provisions, étant imminent², le Ministère Danev fut remplacé par celui de Radoslavov, nettement dévoué à l'Autriche-Hongrie, la seule Puissance dont on pouvait attendre un concours. Car l'Allemagne favorisait visiblement le Hohenzollern de Bucarest, défendant à son alliée toute pression sur ses résolutions présentes et futures³.

Avant d'ouvrir le débat sur la conférence, Berchtold, devenu très généreux en fait de félicitations et de compliments⁴, ne demandait à Bucarest qu'une chose: arrêter là le concours donné à la Serbie⁵. On se borna à lui montrer des documents prouvant que la Roumanie sera „généreuse“ à l'égard des vaincus⁶.

Mais ceux-ci ne s'étaient encore décidés à rien. Le nouveau président du Conseil bulgare avait envoyé à

¹ P. 915.

² Pp. 924-925. Cf. pp. 929-926.

³ P. 828.

⁴ „Die staatsmännische und kluge Politik“ du roi Charles; p. 930.

⁵ *Ibid.*

⁶ P. 930.

Maiorescu une offre tout aussi vague que le télégramme personnel adressé par le roi Ferdinand à Charles de Roumanie¹. Et les déclarations que le roi fit à Tarnowski le 18 juillet sont stupéfiantes de franchise dans la confession de projets d'un machiavélisme qui renvoie aux pires guet-à-pens du XVI-e siècle italien. Très calme, il parla de son grand projet d'employer la Russie contre les Turcs, sachant que de cette seule façon on peut avoir aussi Serbes et Grecs. „Son plan a été d'étrangler, après la victoire contre la Turquie, la Serbie avec l'aide austro-hongroise et puis de battre la Grèce. Pendant l'été de l'année passée, ce plan, caché à tous, a été élaboré et, lorsqu'il se trouvait en juillet dans les pays de la Monarchie, il a pressenti un haut personnage que l'expulsion des Turcs de Macédoine est imminente, de sorte qu'il est nécessaire de tenir une pompe toute prête à Semlin. „Ce personnage aurait eu des relations étroites avec le Ballplatz“. Mais comment aurait-il pu croire que nous allions le lâcher et ne pas employer l'occasion unique de détruire les Serbes? La guerre contre la Serbie a été commencée par son ordre; c'est lui qui a ordonné l'attaque et il est malheureux que les actes qui s'y rapportent soient tombés entre les mains des Serbes. Les Grecs ont été attaqués cependant par ordre de M. Danev et contre sa volonté; avec raison, il n'avait pas voulu cette autre guerre. C'est une faute impardonnable de Danev, une infamie, car huit jours auparavant on avait signé avec le roi Constantin pour une zone neutrale et le roi Ferdinand n'avait en vue que les Serbes odieux, sans doute pensant à l'aide austro-hongroise... Il n'aurait pas jugé le roi Charles capable d'une politique comme celle des Prussiens envers l'Autriche en 1866 et même après l'invasion des Roumains il n'aurait pas cru qu'on dépassera la ligne Turtucaia-Baltchik et que le roi Charles lui tombera traîtreusement dans le dos et qu'il veuille menacer, en faisant sauter les ponts, etc., l'armée bulgare engagée contre la Serbie“. C'est une politique

¹ P. 931. Cf. 945.

soufflée par la Russie et la France, contre l'Autriche-Hongrie¹.

Puis il poursuivit en français, la langue de sa mère: „On m'a trompé, mais on vous trompe aussi. Comment est-ce que Vienne ne saisit pas cette occasion pour en finir avec les Serbes? L'empereur d'Allemagne vous rend un bien mauvais service en vous empêchant de faire la guerre. Un coup de pied suffirait pour assommer la Serbie“.

Il faudrait même affronter une guerre contre la Russie, qui n'y est pas encore préparée. Trahi par ses ministres russophiles², par certains de ses généraux, il „n'a pas un soldat et un sou“. Il peut être tué maintenant et c'est pourquoi il recommande à François-Joseph femme et enfants, mais, s'il survit, ce sera pour la revanche contre les Serbes.

Revenant à la charge le 17 juillet, il s'acharne contre Guillaume II, qui avait jadis loué sa personne et son

¹ Pp. 242-244: „Der Plan Königs sei der gewesen, nach Besiegung Türkei, mit unserer Hilfe Serbien zu erwürgen und dann Griechenland zu schlagen. Im Sommer vorigen Jahres sei dieser Plan, in den König Niemanden habe einweihen können, ausgearbeitet und, als S. M. im Juli vorigen Jahres in Monarchie geweiht, haben er nun einer hohen Person angedeutet dass Verdrängung der Türken aus Mazedonien bevorstunde, wonach es notwendig dass wir eine Feuerspritze in Semlin bereit hielten. Auf meine Frage wer diese Person war, antwortete S. M., ein dem Ballplatze Nahestehender... Wie hatte aber S. M. vermuten können dass wir ihn im Stiche lassen und einzige Gelegenheit nicht benützen würden Serbien zu vernichten, Krieg mit Serbien sei auf Befehl des Königs begonnen worden; König hätte Angriffe angeordnet, und leider seien die bezüglichen Dokumente in Hände der Serben gefallen. Die Griechen seien auf Befehl Herrn Danews und gegen Willen Königs angegriffen worden; mit Grund habe König Krieg nicht gewünscht. Letztere sei ein unverzeihlicher Fehler Danews, eine Infamie gewesen, da acht Tage früher ein Abkommen bezüglich neutraler Zone mit König Konstantin unterzeichnet worden. König Ferdinand hätte es nur auf die odiosen Serben abgesehen, wohl in Hoffnung auf uns... Er habe König Karl einer Politik wie die Preussens im Jahre 1866 uns gegenüber nicht für fähig gehalten und auch nach Einmarsch der Rumänen habe König nicht geglaubt dass Linie Turtukaia-Baltschik überschritten und dass ihn König Karl rücklings überfallen und sich dazu hergeben würde gegen Serbien engagierte bulgarische Armee durch Brückensprengung und so weiter zu bedrohen. Rumänien mache ja eine Osterreich-Ungarn feindliche Politik.

² P. 957: „Seine an Russland verkaufte Minister und einzelne Generale. Niemand ohne womit S. M. zu kämpfen hätte. König habe auch gewollt, was erreicht, dass sich Russophile vollständig diskreditieren, worauf ich – was E. M. zugeb – erwiderte dass dieser Prozess zu lang gedauert und zu teuer bezahlt“.

armée et qui l'insulte aujourd'hui. „Personne autre que lui n'est responsable du malheur de la Bulgarie, car c'est lui qui a empêché les Austro-Hongrois d'attaquer la Serbie pour ne pas arriver à une guerre avec la Russie. On a perdu une occasion excellente de faire disparaître la carte de la Serbie. La guerre entre la Monarchie et la Russie est inévitable et on arrivera dans quelques années avec des chances de beaucoup moins favorables... Le but de sa vie est la destruction de la Serbie, qui doit être partagée entre la Bulgarie, l'Autriche-Hongrie et la Roumanie... Il pense à la possibilité de former un bloc contre la Russie, à savoir avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie, mais il n'est pas absolument convaincu qu'on puisse croire à la Roumanie“, à cause de l'infériorité de l'héritier du trône et du fanatisme anglais de sa femme. „Si la Monarchie n'inaugure pas une autre politique intérieure envers les Slaves et les Roumains, cela n'ira pas¹.“

On ne peut pas dénier à Ferdinand de Cobourg, roi des Bulgares, le don rare de la prophétie.

Même lorsque Radoslavov et Ghenadiev se résignèrent à offrir à la Roumanie la compensation territoriale dans

¹ P. 957 : „Die Tage S. M. wären gezählt und König hoffe von uns erwarten zu können dass wir, wenn König und Thronfolger ermordet, Königin und Kinder unter unsere Protektion nehmen und nicht Gnade Russlands überlassen würden... Seine Majestät deutete an, wenn er König überleben werde, wäre seine weitere Politik die der Revanche gegen Serbien“. P. 961 : „Die Art wie König im Zusammenhalt mit obererwähnten Ausserung von Annäherung an Rumänien sprach, lässt mir keinen Zweifel dass S. M. unter Eindruck Telegrammes König Carols sich Hoffnung hergab, Rumänien für seine Politik soweit zu gewinnen dass dieses Bulgarien gestatten wird, im Einverständnis mit Rumänien noch mit Waffen gegen Serbien und Griechenland vorzugehen“. Tarnowski est convaincu que le roi n'est pas sincère. Pp. 1065-1066 : Es sei Niemand anderer als Kaiser Wilhelm am Unglück Bulgariens schuld, da er es sei der uns hinderte Serbien anzugreifen um es auf Krieg mit Russland nicht ankommen zu lassen. Es sei aber ausgezeichnete Gelegenheit verpasst worden Serbien von Landkarte verschwinden zu machen. Krieg zwischen Monarchie und Russland sei unvermeidlich und es werde in einigen Jahren zu demselben unter viel ungünstigeren Chancen für uns kommen. König wünsche Anschluss an uns und wolle dazu durch Ausgleich mit Rumänien gelangen. Zweck seines Lebens sei Vernichtung Serbiens, welches zwischen Bulgarien, Österreich-Ungarn und Rumänien geteilt werden müsse... Es schwebte ihm vor, Bildung eines starken Blocks gegen Russland und zwar Österreich-Ungarn, Bulgarien und Rumänien nur sei S. M. von Verlässlichkeit Rumäniens nicht recht überzeugt... Wenn Monarchie keine andere innere Politik Slaven und Rumänen gegenüber machen werde, werde es nicht gehen“.

les limites exigées, ils se bercèrent de l'espoir que, en échange, „la Roumanie gardera la neutralité, soutiendra la Bulgarie dans sa lutte et retirera ses troupes derrière ladite ligne“. La réponse ne pouvait être que celle-ci : on a pris les armes surtout „pour accélérer la conclusion de la paix entre tous les belligérants“¹. Il fallut déclarer donc que „le gouvernement bulgare n'a nullement l'intention de profiter de l'entente avec la Roumanie pour continuer la guerre avec la Serbie et la Grèce et qu'il est irrévocablement décidé à conclure la paix avec ces deux pays“. Comme les Turcs approchaient —, et on parlait de massacres perpétrés contre la population —, on avait dû dissuader au roi, qui „cherchait un couvent lointain pour s'y réfugier“², de livrer bataille aux Roumains, qui auraient pu alors entrer en vainqueurs à Sofia. Un nouveau télégramme invoqua la magnanimité du vieux Souverain³, On n'avait pas oublié le Tzar⁴ et François-Joseph avait été imploré d'arrêter les Turcs ; il répondit en faisant l'éloge de „l'attitude conciliante du gouvernement roumain“, en assurant son ancien sujet de sa „très sincère sympathie“, de sa „bienveillante amitié“ de son „appui loyal“⁵, Radoslavov pensait à appeler au secours „toutes les Puissances chrétiennes“⁶ ; Jetant de vrais cris de désespoir, on demandait la conclusion de l'armistice, par des délégués purement militaires qui se seraient réunis à Nich⁷.

Un officier roumain alla demander la conclusion immédiate de l'acte, et il l'eut. Le roi Charles alla jusqu'à recommander au Sultan, lui rappelant les bons conseils prodigués autrefois pendant la guerre avec l'Italie, à s'en tenir au traité de Londres⁸. Les Puissances furent

¹ Pp. 957-958, 962, 967.

² P. 99 : „König soli reisebereit sein um eventuell in entlegenes Kloster zu flüchten“.

³ P. 981.

⁴ Pp. 999-1000.

⁵ Pp. 1011-1012, 1057.

⁶ P. 982.

⁷ Pp. 990, 998-999, 1019-1020.

⁸ P. 1020.

priées d'arrêter l'avance turque pour pouvoir ouvrir les négociations à Bucarest¹.

VIII.

La paix de Bucarest.

Les négociations de la paix balcanique ne trainèrent pas à Bucarest. Tous les belligérants, vainqueurs et vaincus, étaient épuisés : le roi Constantin intervint énergiquement auprès de Charles I-er pour qu'on arrive à une conclusion². L'armée roumaine elle-même était atteinte par le choléra, qu'elle avait trouvé à Orhanié.

La Bulgarie considérait ces négociations comme incapables à créer une situation définitive. Le général Tontchev, son principal représentant à la conférence, déclara vouloir signer ce qu'on lui proposera, sans discuter³. Du reste, du côté roumain on faisait le possible pour inspirer confiance aux ennemis de la veille, qui, ceux qui les concernait, préféraient qu'une zone neutre soit gardée par la cavalerie roumaine⁴. Le délégué bulgare fut reçu le premier par le roi Charles⁵. L'idée, agitée parmi les libéraux, de demander Roustchouk, Varna, même Vidine, ne fut prise un seul moment en considération⁶. Le 3 août Roumains et Bulgares avaient signé. Il y eut seulement des difficultés graves sur le sort de Kavala, que la Grèce voulait avoir à tout prix et que M. Vénizélos finit par gagner.

Mais, dès le commencement, de plusieurs côtés, presque de partout, on avait laissé entendre ou même déclaré en toute forme que les décisions de Bucarest, qui changeaient essentiellement les prescriptions du traité de Berlin, ne pouvaient pas rester définitives sans que

¹ Pp. 1051-1052.

² VII, pp. 329-331.

³ VI, p. 1077.

⁴ Pp. 1089-1090.

⁵ *Ibid.*

⁶ P. 1068. On demandait à Sofia que les Roumains défendent Vidine contre les Serbes ; p. 1099. Cf. la protestation austro-hongroise contre les intentions serbes, p. 1076.

les mêmes Puissances eussent procédé à cette revision fondamentale que la Russie elle-même, puissante et victorieuse, avait dû subir, à regret, en 1877. L'Allemagne aurait pu voir dans cette solution un affermissement de son prestige. Mais Bismarck n'était pas là et Guillaume II ne pouvait pas espérer réussir à dominer tant d'intérêts divergents. Mieux valait laisser aux plus petits la responsabilité entière de leurs résolutions. C'est ce qui permettra à la Roumanie d'imposer son point de vue et de couronner par l'adhésion des Puissances prises au dépourvu, avec leurs rivalités, la politique de prestige, menée habilement, au moins vers la fin du conflit, par son vieux roi.

Dès le 21 juillet Berchtold, qui ne pensait pas à des changements comme à Berlin, mais qui invoquait les droits réservés à Londres¹, avait averti le Souverain roumain que, s'il ne tient pas compte des intérêts austro-hongrois, s'il ne consent pas à jouer le rôle de procureur de la Triplice" (*Anwalt des Dreibundes*), on procédera à une revision du traité². Ceci tout en faisant savoir à Berlin qu'il ne poursuit aucun agrandissement aux dépens de la Serbie, la Monarchie ayant déjà assez de Slaves³. Dès le 22 cependant, il accusait la Roumanie de ne pas tenir parole, de se montrer partielle, de sorte que même pour ce qui lui revient il faudra qu'on s'adresse à la conférence⁴; en tout cas, il n'admet pas, au profit des Serbes, la ligne russe. Il ne faut pas que la Roumanie devienne la championne de la Russie⁵. Pour désarmer ces critiques Maiorescu crut devoir prêcher à M. Spalaïcovith une politique à l'égard de la Monarchie qui ressemble à celle de la Roumanie, laquelle ne laisse pas influencer sa politique par la présence de si nombreux conationaux, trois millions, dans cet État⁶.

¹ Pp. 118-119.

² Pp. 987-988.

³ VII, p. 3.

⁴ P. 22. Maiorescu s'excuse : on n'a rien décidé encore ; pp. 36, 41, 50-51.

⁵ Pp. 60-61, 61-63.

⁶ „Es befänden sich drei Millionen Rumänen in Österreich-Ungarn und nie habe Rumänien seine äussere Politik durch diesen Umstand beeinflussen lassen"; pp. 36-37.

La paix conclue, Fürstenberg y voit le germe de confits fufurs¹. Le ministre de France pensait qu'on pourrait appeler à Paris le conflit pour Kavala². Seuls ceux de la Russie et de l'Allemagne se rendaient compte que tout appel à la revision „produirait“, dit le premier, „un effet déplorable, étant considéré comme un coup contre la Couronne et le gouvernement“³. Lorsque, après la signature du traité, le principal délégué bulgare manifesta „l'espoir que la Bulgarie trouvera auprès des grandes Puissances l'appui propice à améliorer sa situation conformément aux nécessités de son développement économique et national“, on lui répondit, au nom de tous les autres, en affirmant la conviction „que les paroles qui viennent d'être prononcées ne sauraient infirmer en rien la valeur juridique du traité“. Maiorescu ajouta qu' „il croit être l'interprète de l'opinion unanime des membres de la conférence en disant que, „quelles que soient les déclarations et les réserves qui ont pu être faites, le traité de paix de Bucarest conservera entièrement sa force et sa valeur juridique“⁴. Comme il n'était pas question de territoires turcs, l'affaire étant réglée à Londres, les Puissances n'ont plus voix au chapitre⁵.

Un télégramme du Tzar était rassurant⁶. Mais ceux des alliés manquèrent, et ceci suscitait des inquiétudes, surtout étant donnée l'attitude permanente de Berchtold, affirmée par le chargé d'affaires Haymerlé⁷. Le message de François-Joseph arriva le premier: il était froid: de sa propre main, l'empereur et roi avait biffé le qualificatif de „sage“ pour la politique de son ami⁸. Aussi salua-t-on avec enthousiasme la manifestation personnelle, confiante et chaleureuse, de Guillaume II — mais il allait la définir ensuite comme un simple acte de

¹ „Der faule Friede der hie geschlossen wurde und der den Keim kommender Zwiste in sich trägt“; pp. 82-84.

² P. 10. Voy. pp. 63-64.

³ Pp. 84, 102-103.

⁴ Pp. 100-101.

⁵ P. 104.

⁶ Pp. 145-146.

⁷ P. 119.

⁸ P. 126. Cf. pp. 157-158.

politesse, et encore provoqué par une missive du roi de Roumanie¹, tout en disant à l'ambassadeur austro-hongrois que „la politique de la Bulgarie envers la Roumanie est indescriptible, les offres de la Roumanie étant traitées d'une façon dilatoire et la plupart étant restées sans réponse“ ; conservant sa mauvaise opinion à l'égard du Souverain bulgare „il regretterait au plus haut degré si dans le traitement du roi Ferdinand et de la Bulgarie il y aurait une divergence permanente entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne“².

Mais au-delà de cette question que le télégramme de Berlin venait de clore — la France étant, cette fois aussi, ainsi que dans beaucoup de problèmes orientaux, à côté de l'Allemagne, comme des observateurs non préoccupés — il y en avait deux autres dont le développement devait détacher les derniers liens de réalité qui rattachaient encore, sous l'apparence du traité secret, la Roumanie à l'Autriche-Hongrie.

D'abord l'orientation balcanique, avec les appétits de revanche des Bulgares, la nécessité de consolider une Albanie, les rapports entre Turcs et Grecs, qui n'avaient été portés devant aucune instance internationale.

L'Autriche-Hongrie aurait désiré une entente entre la Roumanie et la Bulgarie. On en parla quelque temps, avec beaucoup de bonne volonté, mais sans se cacher l'amertume que les derniers événements avaient laissée dans l'âme des deux nations. Du côté roumain on offrait

¹ Voy. *Die Grosse Politik*, XXXIX, pp. 441, 442, no. 15.793.

² „Die frühere Politik Bulgariens gegenüber Rumäniens spotte jeder Beschreibung. Die von Rumänien gemachten Anerbieten seien von Bulgarien verschleppt und der grösste Teil gar nicht beantwortet worden. Nunmehr sei in Bulgarien, der Not gehorchend, ein Umschwung eingetreten und er Kaiser Wilhelm, wunsche aufrichtig dass dieser dauerhaft bleibe. Allerdings beurteile Kaiser Wilhelm, wie er sich dessen neustens überzeugen konnte, König Ferdinand nach wie vor möglichst abfällig und mute ihm auch heute noch geheime Verhandlungen mit Petersburg zu. Er (Kaiser Wilhelm) selbst denke über diesen Fürst nicht anders und würde im höchsten Grade bedauern wenn in der Frage der Behandlung König Ferdinands und Bulgariens eine Diskrepanz zwischen Österreich-Ungarn und Deutschland andauern würde“ ; correspondance autrichienne, pp. 159-160. Jagow paraissait se plaindre que le gouvernement n'eût pas été consulté sur le télégramme ; p. 333.

des avantages économiques, le pont sur le Danube, où qu'on le veuille¹. Le roi Charles avait ajourné les pourparlers jusqu'au moment, en automne, où il y aura une stabilité ministérielle par l'avènement de J. Brătianu². Le 26 août le roi confiait au ministre d'Allemagne que la proposition officielle de l'alliance avec les Bulgares sous le couvert de la Triplice venait de lui être faite par Fürstenberg, mais „il l'a écartée sans aucune discussion, car il ne trouvera dans toute la Roumanie aucun Cabinet qui serait disposé à collaborer à une pareille alliance“³. Charles I-er conservait, comme son parent de Berlin, qui écrivait en marge d'un rapport: „je marche, moi avec la Roumanie“⁴, les mêmes opinions sur son voisin bulgare⁵, et on verra combien elles étaient légitimées. Il craignait que la Bulgarie ne se mêle au conflit entre Grecs et Turcs, et faisait savoir que dans ce cas il ne faut pas compter sur sa neutralité⁶.

Pour voir, du reste, combien le projet autrichien d'une alliance, surtout militaire, entre Roumains et Bulgares était impossible on n'a qu'à lire le compte-rendu édifiant de l'entrevue entre Ferdinand de Bulgarie et Berchtold, à Vienne, en novembre. Le roi considérait la paix de Bucarest comme une „boucherie cruelle“, résultat d'„un vrai chantage (*erpresserisches Vorgehen*) de la part des Roumains“, et d'une expédition qui „marquera pour toujours d'une tache l'histoire de la Roumanie“; à un moment dont le souvenir le remplit de dégoût. Du reste, le roi de Roumanie est aussi au point de vue religieux „un renégat“⁷.

¹ Pp. 103-104.

² P. 155. Cf. pp. 164-165.

³ „Der König hat dieses Ansinnen ohne jede Diskussion von der Hand gewiesen und bemerkt, er würde in ganz Rumänien kein Kabinett finden das bereit wäre sich für ein derartiges Bündnis herzugeben“ (*Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 439-440, no. 15.791).

⁴ „Ich gehe mit Rumänien“ (*ibid.*, pp. 440-441, no. 15.792).

⁵ Correspondance autrichienne, VII, pp. 316-319. Cf. les déclarations faites par le roi au major von Massow, pp. 329-331.

⁶ Pp. 391-392. Cf. p. 567.

⁷ Pp. 542-545: „König Carol selbst habe sich nur widerwillig zu einem Schritte entschlossen, der für immer die Geschichte Rumäniens beflecke. Nur mit Eckel könne er an diese Episode denken um mit Abscheu dieses Geschichts-

Avec ces sentiments on l'invita, à Berlin, où il s'était risqué¹, „à détalier au plus vite“².

Mais l'idée d'une entente avec les Serbes paraissait trop hardie, et même déloyale, à celui qui avait vieilli dans l'amitié de la Triplice. Je me rappelle avoir rencontré très peu de sympathie de la part du roi lorsque, en automne de cette année 1931, je me suis rendu à Belgrade pour présenter au vaillant et bon roi Pierre la cloche, restée à Craiova, que son grand-père, dont il parlait les larmes aux yeux, avait destinée à sa chapelle de Topola; il refusa tout ce qui pouvait donner un caractère public à cette mission, qui fut accueillie avec des démonstrations d'amitié à Belgrade, où Pachitch m'a dit déplorer que la Roumanie entend faire une politique de mains libres³. Maiorescu se vantait même devant Haymerlé d'avoir laissé glisser les offres serbes „comme les gouttes sur un manteau de pluie“⁴. Et le ministre hongrois, qui avait passé quelque temps dans la capitale serbe, ne manquait pas de mentionner les projets serbes contre l'intégrité de la Monarchie, ajoutant qu'il en serait tout à fait autrement si les gens de là-bas voudraient suivre l'exemple de la Roumanie, appuyant l'amitié pour la Monarchie sur l'abandon public de l'intérêt pour leurs congénères soumis au roi de Hongrie⁵.

Ce n'était pas sans doute une politique de courage et d'envergure. On ne pouvait pas demander, surtout le lendemain de grands succès, qui devaient être défendus avec le plus grand soin, plus que cela aux deux vieillards qui conduisaient la Roumanie.

blatt umzuwenden... Denn Carol, der nie seiner religiösen Pflicht nachkomme, müsse als Renegat anzusehen werden“.

¹ Voy dans la *Gross Politik*, loc. cit., pp. 453-4, no. 15.799, le rapport de Tschirschky, 6 novembre, avec les annotations énergiques de l'empereur. Berchtold répondit à ses lamentations que le chemin vers l'Autriche-Hongrie passe par Bucarest (*ibid*)

² L'expression de Guillaume II est encore plus colorée; Correspondance autrichienne, VII, pp. 657-658. Pour les efforts bulgares d'arriver à l'alliance avec la Monarchie. pp. 639-691, 742.

³ Cf. *ibid.*, pp. 103-104.

⁴ Pp. 126-127.

⁵ „Dass ein solches Verzicht auf gleiche nationale Provinzen möglich sei und dann die besten Beziehungen zwischen die beiden Nachbarstaaten eintreten könnten, dafür liefere doch Rumänien selbst den besten Beweis“ ; p. 272.

IX.

Vers la nouvelle politique roumaine.

Connaisseur des problèmes balkaniques, auxquels il s'était toujours intéressé, et passionnément, Take Ionescu essaya, avec la tolérance, un peu aussi à l'insu, du président de Conseil, qu'il ne prisait pas trop sous ce rapport, et du roi, qu'il croyait pouvoir endormir, une nouvelle direction, du côté des Balcons seuls, peut-être aussi en attendant mieux dans des circonstances différentes.

Les discussions entre Turcs et Grecs — les premiers en train de conclure avec les Bulgares, les seconds sans assurances de la part des Serbes — lui en fournirent l'occasion, et il put goûter à son tour les fruits doux du succès.

Déclarant qu'il est aussi chargé par le roi d'intervenir pour le règlement des frontières de l'Albanie, le ministre roumain visita tour à tour Turcs et Grecs, très bien reçu à Athènes, comme ami personnel de M. Vénizélos. Il y donna l'assurance que la Grèce, attaquée par les Turcs et les Bulgares en même temps, peut compter sur le concours de l'armée roumaine. Le directeur de la politique ottomane, Talaat croyait deviner que Take Ionescu poursuit le rattachement de la Turquie à la ligue entre la Roumanie et les Serbes et Grecs, sous l'inspiration de la France, disposée à fournir les fonds¹; le ministre de Bulgarie à Constantinople, inquiet, croyait pouvoir reconnaître même la main de l'Allemagne et de l'Italie. Adversaire du projet russe de compléter l'ancien bloc balkanique, avec la Roumanie et la Turquie en plus, le ministre roumain réussissait au moins à se placer parmi les principaux auteurs de la paix gréco-turque².

Le sentiment national se dirigeait cependant ailleurs que vers ces combinaisons de prestige: d'État ou de

¹ Toute une correspondance sur ce sujet dans la *Grosse Politik*: il y eut quelque émotion à Berlin (loc. cit. p. 505 et suiv).

² Correspondance autrichienne, VII, pp. 546, 550-551, 557-558, 563-564. Pour l'Albanie, pp. 558-559, 564-565, 567.

³ Pp. 571-572 Cf. pp. 625-626. Une conversation de Take Ionescu avec Berchtold, pp. 296-298.

personne. Il tendait vers la réalisation d'une Roumanie contenant tous les membres de la race. Depuis des dizaines d'années toute l'activité intellectuelle de la Roumanie libre orientait de ce côté. Le projet de délivrance des „subjugués“, caressé par ceux-ci à l'époque romantique — et un réalisme de relations avec la nouvelle Vienne de l'archiduc héritier lui avait succédé, un Roumain, Aurèle C. Popovici, élaborant même pour ce groupe de réformateurs par l'épée la nouvelle Constitution des „États Unis de la Grande Autriche“¹, — avait passé maintenant à la nouvelle génération du Royaume, indifférente à l'égard des grands projets sans orientation bien établie, qui allaient chercher le „prestige“¹ où on pouvait le trouver et employant n'importe quelle alliance pour n'importe quel but, pourvu qu'au fond il y eût possibilité de s'imposer, de se faire voir, indifféremment des méthodes et des procédés.

Le roi Charles pouvait continuer à être, en apparence plutôt qu'en réalité², le critique indigné de toute manifestation contre l'Autriche-Hongrie³; il devait reconnaître lui-même que, fût-ce même seulement dans la question des rapports futurs avec les Bulgares, il y a une opinion publique dont il faut tenir compte⁴. Ceci représentait cependant la fin prochaine d'une alliance intenable. Dans un article donné à la *Frankfurter Zeitung*, Maiorescu, tout en affirmant l'utilité de ce pacte, ne pouvait pas cacher que, par suite de ce qui venait de se passer, il y a un rapprochement entre cette Triplice, d'un côté, et la Russie et la France, de l'autre⁵. On parlait encore du projet de mariage entre le prince Charles et Olga, la fille aînée du Tzar⁶.

Le major Massow reconnaissait, en septembre déjà,

¹ *Die Vereinigten Staaten Cross-Österreichs.*

² On le voit par les conversations avec Waldihausen dans le volume cité de la *Grosse Politik.*

³ Son ministre à Berlin déclarait qu'il l'avait entendu dire qu'il ne travaillerait jamais contre „le maintien de la Monarchie austro-hongroise“ (*ibid.*, pp. 443-445, no. 15.794).

⁴ Correspondance autrichienne, VII, pp. 104-105.

⁵ Pp. 126-127.

⁶ Pp. 205-206.

combien l'opinion publique se tourne contre la Monarchie¹. Un diplomate hongrois, qui avait un rôle décisif à Vienne, Forgách, observait qu'avec un pareil courant le traité, tenu en grand secret par le roi, n'est qu'un „chiffon de papier“ „ainsi que Sa Majesté elle-même en a fait l'observation“². Dans un mémoire présenté au roi, le nouveau chef des libéraux promettait la fidélité aux anciens liens, mais ajoutait aussi des considérations, fussent-elles mêmes „modérées“ envers la Serbie³. Enfin, Haymerlé lui-même reconnaissait, le 1-er novembre, que l'armée est pour la France et contre les Hongrois, dans le sens du sentiment public. En cas de guerre de la Monarchie contre la Russie, des succès éclatants seuls pourraient forcer le maintien de l'alliance. Il est cependant plus probable que la Roumanie glissera vers l'autre camp⁴. Seul Berchtold s'obstinait à croire qu'il n'en sera rien, malgré les avances continuellement faites par les Serbes : il voyait déjà une nouvelle pénétration dans les Balkans à côté des Roumains⁵. L'Allemagne, plus prudente, recommandait cependant au fougueux cavalier une entente avec la Serbie⁶.

Pour empêcher la désertion roumaine qui devenait à craindre surtout après avoir vu que ce pays, longtemps méprisé, a une armée de 800.000 hommes, capable d'agir avec entrain et rapidité, — il fallait brusquer les choses en exigeant la publication du traité. Telle était aussi l'opinion de l'Allemagne⁷.

Dans ce but le comte Czernin fut de nouveau nommé

¹ P. 346.

² „Dann würde der vom König doch auffallend sorgsam son geheim gehaltene Vertrag ein wertloser Fetz Papier werden, wie es Seine Majestät selbst einmal bemerkte“; p. 354. Cf. p. 364.

³ P. 367.

⁴ Pp. 537-539.

⁵ Pp. 555-556.

⁶ Pp. 573-574. Cf. les déclarations de Hartvig, pp. 582-583.

⁷ *Die Grosse Politik*, XXXIX, pp. 458-460, no. 15.803. Mais Forgách croyait qu'il faut attendre que des mesures réelles soient prises au profit des Roumains de Transylvanie; autrement le roi encourrait un trop grand risque, étant donné aussi qu'on apprendra l'existence du lien avec la Monarchie seule, l'Allemagne ayant donné ensuite son accession (*ibid.*, pp. 462-463, no. 15.805). Cf. aussi *ibid.*, pp. 468-468, no. 15.809.

pour Bucarest, cette fois comme envoyé extraordinaire, remplaçant Fürstenberg, qui y avait pendant longtemps fonctionné.

X.

Mission du comte Czernin en Roumanie.

La mission de Czernin, exprimée dans les instructions du 26 novembre, était multiple et difficile. Partant de l'idée que le problème serbe ne peut être résolu que par les armes, „laissant de la forme d'État actuelle de la Serbie seulement des restes médiocres“¹, il faut, tout en excusant l'action diplomatique austro-hongroise pendant les récents événements balkaniques, mais en continuant la critique de l'intervention roumaine à côté de la Serbie, agent du panslavisme, demander que cette entente cesse une fois, au grand avantage de la Roumanie elle-même, qui gagne au pacte plus que la Monarchie. Les Roumains de Hongrie sont plus riches que ceux de Bessarabie et – on n'oubliait pas de le dire – de Serbie aussi. Du reste le comte Tisza est disposé à des concessions, pourvu qu'il n'y ait pas une immixtion blessante, qu'on ne permet pas même à la grande alliée, l'Allemagne. Il faut dire cela, non seulement au „prince allemand“, dont on ne met pas en doute la loyauté, mais, par une presse habilement gagnée, à l'opinion publique devenue ennemie².

Le premier rapport de cet observateur clairvoyant, de cette nature franche, d'homme politique habitué à affronter les réalités, est particulièrement intéressant. Czernin trouve devant lui, non plus l'allié d'autrefois, prêt à recevoir des directives, mais bien un Souverain

¹ „Diese Lösung – nach meiner schlichter Voranssicht – kann sie (die Monarchie), angesichts der Zähigkeit, Konsequenz und Zuversicht mit der Serbien auf die Realisierung der gross-serbischen Idee hinwirkt, nur eine gewaltsame sein –, wird entweder von der heutigen staatlichen Gestalt Serbiens nur geringe Spuren zurücklassen oder Österreich-Ungarn in seinen Grundfesten erschüttern.“

² P. 588 et suiv.

qui entend décider des Balcons¹. Il ne souffrira pas une Grande Bulgarie². Il sait bien que dans cinq ou six ans il lui faudra affronter la revanche bulgare, mais on s'y prépare. Dans les derniers incidents avec les Austro-Hongrois, c'est la Serbie qui a raison : satisfaite, occupée en Macédoine, elle ne suscitera pas de querelles. La nouvelle Hongrie d'un Deák il l'accepte, mais à condition que, le régime Tisza, à l'encontre de celui d'un Andrassy, d'un Apponyi, songe sérieusement aux droits des nationalités. Il ne faut pas oublier qu'il y a une solidarité roumaine³. Du reste, „on ne peut pas faire une politique pour un temps indéfini; personne ne sait au fond ce que sera l'Europe dans dix ans“⁴. Rapportant cette conversation à l'attaché militaire allemand, le roi soulignait les mêmes idées et ajoutait que ce qu'offre Tisza est bien maigre (*geringfügig*): il faut des choses qu'on „puisse saisir“. Appliquant enfin la loi des nationalités, les Magyars accorderaient aux nationalités, à toutes, des droits naturellement inférieurs aux leurs, car ils conserveraient l'hégémonie. Le roi est prêt à sermonner les Serbes, mais la Monarchie doit l'aider dans cette oeuvre de rapprochement. Czernin demandait que le royaume serbe ne se mêle pas en Albanie, ni dans les provinces serbes de la Hongrie. Et Charles I-er n'oubliait pas de remarquer que les jeunes officiers de son armée rêvent de la Transylvanie⁵.

Une entrevue avec Brătianu, que Czernin chercha à gagner comme ami, et il eut seulement sa familiarité, ironique, donna au ministre austro-hongrois l'assurance

¹ „Obwohl ich nicht daran zweifle dass S. M. der König die freundschaftlichen Gefühle für unsere Monarchie hegt, so habe ich doch sehr stark den Eindruck gewonnen dass Allerhöchstdieselbe die Rolle eines Schiedrichters auf dem Balkan anstrebt.“

² „Rumänien könne niemals ein Gross-Bulgarien an seiner Seite dulden.“

³ „Er für seine Person mache sich allerdings darauf gefasst dass in fünf bis sechs Jahren eine neuerliche Auseinandersetzung mit Bulgarien notwendig werde; Rumänien werde jedoch diese Zeit benützen um im gegebenen Augenblicke bereit zu sein“; pp. 597-600.

⁴ „Man könne keine Politik auf unbestimmte Zeit machen: wie Europa in zehn Jahren aussehen werde, könne man überhaupt nicht wissen“, p. 613.

⁵ *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 464-466, no. 15.806; p. 467, no. 15.828.

que les libéraux conditionnent le maintien de l'alliance à un changement de système en Transylvanie¹. A ses objections on opposait ses propres discours au Parlement de Vienne². Take Ionescu lui avait avoué que la difficulté réside dans la question transylvaine. Le vieux Maiorescu lui-même demandait qu'on fasse quelque chose en Transylvanie³.

Et les conclusions qui s'imposent à l'homme politique descendu momentanément à la diplomatie sont que: ou bien il fallait renoncer à cette alliance, *on bien „l'enraciner dans l'âme de la nation roumaine“*. Ayant étudié pendant dix ans cette question des nationalités, il a gagné la conviction qu'on ne peut pas arrêter le développement d'une race, qu'il est impossible de créer des forces populaires, lesquelles, quand elles existent, balaient tout devant elles, qu'il n'y a pas de vraie séparation entre la politique extérieure et la politique intérieure: il faut le dire aux présidents des Délégations on bien qu'ils indiquent eux mêmes une autre direction pour les rapports avec les voisins. Ces rapports se décident „moins à Vienne ou à Bucarest qu'à Budapest“⁴. Le sentiment des Roumains est déterminé par la politique du gouvernement hongrois à l'égard de leurs congénères. Or „la Hongrie est elle-même la place où couve l'irrédentisme roumain qui s'éveille“. „Y a-t-il encore des hommes qui pensent qu'on puisse gouverner les Roumains de Hongrie avec des lois scolaires à la façon d'Apponyi et avec les gendarmes“⁵?

Les audiences suivantes chez le roi ne firent que donner une définition plus énergique à ce point de

¹ Correspondance autrichienne, VII, pp. 608-609, 790-792, 811-812.

² Pp. 624-625. — Mêmes déclarations à Waldthausen, *Die Grosse Politik*, loc cit., pp. 466-467, no. 15.807. Cf. pp. 445-447, no. 15.795.

³ Correspondance autrichienne, VII, pp. 641-642.

⁴ „Die Entscheidung über unser zukünftiges Verhältnis zu Rumänien weniger in Wien oder Bukarest, sondern in Budapest gefällt werden wird“

⁵ „Giebt es immer noch Menschen die glauben, man könne die Rumänen Ungarns mit apponyischen Schulgesetzen und mit Gendarmen regieren?... Ungarn ist selbst die Brutstätte des erwachenden rumänischen Irredentismus... Gegen die Stimmung des ganzen rumänischen Volkes geht es nicht, und diese Stimmung ist abhängig von dem was in Ungarn vorgeht“; p. 613.

vue, et des déclarations du même genre furent faites, avec la même éloquence désespérée, au ministre d'Allemagne: „Dans une guerre future la nation roumaine ne voudra pas combattre à côté de l'Autriche-Hongrie. Le roi espère qu'on n'arrivera pas bientôt à une guerre, mais, si on arrive dans un intervalle qu'on puisse prévoir à un conflit militaire, la situation est très sérieuse. Les officiers aussi sont très irrités contre la Monarchie et les plus jeunes parlent volontiers que la Transylvanie viendra à la Roumanie“. Il le confesse avec douleur: „La question hungaro-romaine coupe le chemin ¹.“ Des faits étaient cités: persécutions, emprisonnements, punitions pour avoir porté les trois couleurs roumaines; des soupçons ont pesé sur lui-même, le roi, pour avoir paru un moment au-delà de la frontière ².

S'il en est ainsi, exclame Czernin, furieux maintenant contre „la vanité des Roumains“, — comme l'était aussi l'ambassadeur de la Monarchie à Rome, Mérey, qui était revenu de Vienne avec la conviction que le parti contre la Serbie est le seul clairvoyant et que l'Allemagne, sortant du „sybaritisme“ de sa prospérité, doit le soutenir ³ —, qu'on se tourne vers la Bulgarie, qui, du reste, venait d'avoir un Chambre russophile ⁴: elle implore cette alliance que Bucarest méprise, considérant la Mo-

¹ „Bei einem Kriege wird das rumänische Volk nicht an der Seite Österreich-Ungarns kämpfen wollen; er hoffe es werde in nächster Zeit zu keinem Kriege kommen, aber, im falle es in absehbarer Zeit zu einem kriegerischen Konflikt käme, sei die Situation sehr ernst. Auch die Offiziere — sagt der König — seien sehr gegen unsere Monarchie aufgebracht und die jüngeren Herren sprächen gerne und oft davon dass Siebenbürgen an Rumänien fallen müsse.“ — „Die Stimmung in Rumänien sei momentan derart gegen unsere Monarchie eingenommen dass man nur hoffen könne, ein grosser Krieg käme nicht dazwischen, denn, wenn Rumänien auch gewiss nicht gegen Österreich-Ungarn gehen werde, so könne bei der heutigen Stimmung doch an ein Zusammengehen der beiden Armeen kaum gedacht werden“; pp. 617-618, 622-623.

² Pp. 626-629: Rumänien werde gewiss niemals gegen die Monarchie die Waffen ergreifen, aber ein Schulter an Schulter Kämpfen sei bei der momentanen Stimmung wohl unmöglich“. Cf. pp. 765-766.

³ *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 460-462, no. 15.804.

⁴ Correspondance autrichienne, VII, pp. 1006-1009. Le général Coanda eut, en mars, une mission secrète à Constantinople pour gagner la Turquie à une alliance roumano-grecque, à laquelle la Serbie devait adhérer. Enver-Pacha était pour une entente avec les Bulgares; pp. 1047-1048, 1053-1054; VIII, pp. 1-3. Cf. *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 478-480, no. 15.816; pp. 506 509, no. 15.826.

narchie comme une „quantité négligeable“¹. L'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Tschirschky, influencé par les cercles austro-hongrois, présentait les exigences roumaines comme un vrai chantage au profit des Transylvains, Tisza ayant dépassé tout ce que pouvait donner la Hongrie, qu'on ne peut pas contraindre à changer tout son système envers les nationalités². Mais Guillaume II continuait à croire que, du côté autrichien, on n'est pas sincère³.

Le voyage du prince héritier, de la princesse, du prince Carol à Pétersbourg⁴, la visite à Bucarest, en février 1914, de Pachitch et de M. Vénizélos, le projet de mariage grec pour la princesse Élisabeth n'étaient pas faits pour radoucir Czernin⁵. Comme Tisza révélait qu'on travaille à un changement de direction, on s'en irrita à Bucarest, malgré les dénégations habiles du ministre austro-hongrois⁶.

L'inquiétude, relative, était due aussi au fait que, de nouveau, il était question d'une attaque turque contre la Grèce sur la question de Chios et Lesbos, et on savait que les Bulgares auraient admis le passage à travers leur territoire, prétextant qu'ils ne sont pas capables de l'arrêter⁷.

Cependant, sous le nouveau régime de Brătianu, auquel le roi avait révélé le traité — et il regrettait que, en le renouvelant, on n'eût pas pensé à nouer directement avec Rome et Berlin⁸, — comme sous Maiorescu, la Roumanie refusa de se lier les mains avec ses alliés de 1913 ; elle ne se rallia donc pas au traité serbo-grec, qui venait d'être conclu⁹.

¹ Correspondance autrichienne, VII, pp. 717-718. On était indigné à l'idée que le roi Pierre pourrait faire une visite à Bucarest.

² *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 469-471, no. 15-810.

³ *Ibid.*, pp. 471-473: „Weil es der Ballplatz nicht ehrlich meint“.

⁴ *Ibid.*, pp. 474-476, no. 15.813 ; p. 497, no. 16.819 ; p. 501.

⁵ Correspondance autrichienne, VII, pp. 811-812, 854, 855-856, 885-887, 903, 1018.

⁶ Pp. 840-841, 854-855.

⁷ Pp. 859-860, 865.

⁸ *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 473-474, no. 15.813.

⁹ Correspondance autrichienne, VII, pp. 882-883, 885-887, 894 et suiv., 909-911.

Bref, celui qui devait atteindre les plus hautes cimes du succès diplomatique était, en avril 1914, complètement dégoûté et regrettait d'avoir accepté une mission stérile¹. Les agitations nationalistes de la Ligue Culturelle, échappée à ma conduite de patience politique, continuaient, arrivant à des démonstrations devant le Palais Royal². Les rapports des vice-consuls d'Autriche-Hongrie signalaient partout en province des meetings et même, bien à tort, des mesures militaires³. Mais, alors qu'Aurèle Popovici, l'initiateur de la „Gross-Österreich“, qui était arrivé à convaincre un homme de la valeur politique et de la popularité de Nicolas Filipescu qu'on pourrait résoudre la question transylvaine en réunissant la Roumanie libre à l'autre entre les frontières de cette Nouvelle Autriche⁴, perdait lui même le sang-froid et recommandait que Vienne arrange au plus vite les affaires de Transylvanie⁵, Berchtold seul restait d'un optimisme robuste ; il faut attendre : tout cela passera⁶. Il était encouragé aussi par le changement d'attitude de l'empereur allemand, qui était revenu de Vienne fasciné par Tisza, le seul homme qui y eût une politique. Il finit par déclarer que le premier ministre de Hongrie a fait plus que la Roumanie ne pouvait attendre⁷. Mais Berlin continua à recommander qu'on n'use pas de brusquerie à l'égard du roi⁸. Dans une situation comme

¹ Pp. 1022-1024.

² *Ibid.*, pp. 988-989, 990, 1011-1012, 1015-1017.

³ Cf. le rapport circonstancié de Waldthausen (30 mars), dans la *Grosse Politik*, loc. cit., pp. 481-487, no. 15.817. Aussi celui du 8 avril.

⁴ „Wenn wir aber ganz Rumänien der Monarchie angliedern würden, so würde dieses Hindernis entfallen. Philipescu stellt die Sache nun folgendermassen in freundlicher Lösung vor, dass wir Stebenbürgen an Rumänien abtreten würden, dafür aber das ganze Rumänien der Monarchie staatsrechtlich einverleiben und die hiesigen Hohenzollern unter unserer Dynastie kämen. — Also nach dem Muster Bayerns oder Sachsens mit dem Reiche“ ; Correspondance autrichienne, VII, pp. 950 et suiv.

⁵ Pp. 1000-1001 : „Man sei in Wien mit Blindheit geschlagen, wenn man glaube dass Rumänien noch auf der Seite der Monarchie stehe“.

⁶ Pp. 1006-1009. Marghiloman, un des chefs des conservateurs, dénonçait à Czernin les agissements de Brătianu, que le ministre austro-hongrois en était arrivé à considérer comme un politicien „durchtriebener, mit allen Salben geriebener“ ; p. 90 et suiv. Il prétendait être autorisé par le roi (*ibid.*).

⁷ „Er hab mehr gemacht als Rumänien erwarten konnte und erwartet hat.“

⁸ *Ibid.*, pp.505-506, no. 15.816.

celle qui venait de se créer, il croyait, en vue des Délégations qui allaient bientôt se rassembler, pouvoir demander à Brătianu, qui lui offrit une désapprobation formelle, des excuses 'pour les démonstrations contre la Monarchie' ¹.

Dans le mouvement de romantisme furieux qui gagnait toute une génération on avait totalement perdu le sens des réalités. Et, en même temps, Czernin faisait demander au roi Charles ² de quel prix il consentirait à payer la garantie par l'Autriche-Hongrie de la paix de Bucarest ³. On allait jusqu'à des grossièretés à l'égard d'un homme de bien, sérieux et cultivé, Porumbaru, auquel Brătianu avait fait la farce de lui confier d'apparence ce Ministère des Affaires Étrangères qu'il entendait retenir pour lui-même ⁴. Pour une „alliance“, fût-ce même secrète — et on avait renoncé enfin à la publier pour le moment ⁵ —, on peut dire que c'en était une.

Le 23 avril, répondant à un télégramme de félicitations, le roi de Roumanie trouvait la possibilité de de s'expliquer sur sa politique. Il reste fidèle à ses engagements, mais il rencontre sans cesse des difficultés qui n'existaient pas auparavant : querelles violentes de parti — et il les signale aussi en Hongrie —, manifestations d'opinion publique qu'il ne faut pas empêcher, car, comme les torrents endigués, elles peuvent causer des dommages encore plus grands. Il s'arrête là, avec l'espoir que la nation roumaine, dont il parle de plus en plus, lui qui la régissait jusque là sans l'écouter, comprendra qu'elle a aussi un devoir envers le besoin de paix universelle ⁶. Ce jour même, discutant avec Czernin tout ce qui pouvait la menacer : Grande Bulgarie, union de la Serbie avec le Monténégro, Albanie, l'esprit revancharde des Bulgares, „la nation la plus fourbe et fausse

¹ Correspondance autrichienne, VII, pp. 1034-1035, 1035-1036, 1044, 1047.

² L'Allemagne le savait et considérait que la publication du traité n'en serait plus nécessaire ; *Die Grosse Politik*, loc. cit., p. 511.

³ Correspondance autrichienne, VII, pp. 1041-1044.

⁴ Pp. 1044-1043.

⁵ Cf. pp. 664-665, 691-692, 692-694.

⁶ Pp. 1072-1073,

du monde entier" ¹, le roi glissait encore des allusions à la politique des Hongrois à l'égard des Roumains de Transylvanie; interrogé si la Roumanie remplirait son devoir d'aider militairement la Monarchie, Charles I-er se borna à répondre qu'il n'y aura pas de guerre ².

La visite à Bucarest ³ de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople, ancien ministre à Bucarest, d'où il n'avait pas rapporté les meilleurs souvenirs sur le roi et les personnalités dirigeantes ⁴, n'amena pas une définition plus exacte de la situation, devant laquelle s'était brisée l'intelligence et la bonne volonté du comte Czernin.

Ce que le roi ne voulait pas dire encore, les événements allaient lui arracher bientôt, ou, plutôt, ces événements, une surprise pour la diplomatie des Centraux, le diront eux-mêmes.

Déjà Sassonov avait annoncé dans la Douma la prochaine visite du Tzar à Constantza, visite destinée évidemment à reconnaître la situation dans le Sud-Est européen, mais aussi à gagner l'opinion publique roumaine, si elle en avait encore besoin, et à fixer des rapports d'avenir avec le roi et son Ministère ⁵. Guillaume II, l'ayant su, l'approuva et, dans une conversation avec l'ambassadeur austro-hongrois à Berlin, il montra le désir que la Monarchie trouve le moyen de s'entendre avec la Serbie, si c'est encore possible ⁶. A son poste, Czernin affecta aussi l'indifférence ⁷.

Comme Talaat venait d'arriver à Bucarest dans la question des îles, se défendant de vouloir conclure quelque chose avec les Bulgares et offrant à Brătianu une entente défensive, qui fut, bien qu'amicalement refusée, car la Roumanie ne peut pas s'opposer seulement à

¹ „Dem schlauesten und falschsten Volke der Welt“; pp. 1078-1079.

² Pp. 1073-1079.

³ P. 1096; VIII, pp. 69-70.

⁴ P. 80.

⁵ *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 516-517, no. 15.831.

⁶ Correspondance autrichienne, VIII, p. 80.

⁷ P. 81.

une guerre maritime, — mais on se taisait sur le reste ¹ —, une partie de l'attention du ministre était retenue par cette manifestation, qui tenait de près aux agissements austro-hongrois à Sofia et à Constantinople. Du reste, pour le tranquilliser, on avait eu pour lui tous les égards à Constantza ², pendant laquelle on aurait parlé du conflit gréco-turc, de l'Albanie, des Détroits, mais surtout de la paix ³. Ç'aurait été du reste, une simple visite de politesse ⁴.

De fait une action commune à Constantinople, avait été décidée ⁵. Envers l'écrivain de ces lignes, en juillet suivant, Brătianu, qui parlait de la même façon, jurait ses grands dieux qu'on n'avait rien conclu à Constantza : les Russes, outrepassant le programme, l'auraient bien voulu, mais il les aurait aussitôt déboutés : à la demande de Sassonov si la Roumanie est „libre de tout engagement“, il n'avait pas donné de réponse ⁶.

Cependant Czernin écrivait, à la date du 22 juin : „Il n'y a pas de doute que la journée de Constantza marque un tournant dans le développement de l'État roumain, et peut-être aussi dans celui de la Monarchie. Encore après beaucoup d'années on y pensera et on s'en rappellera ⁷“. Et, plus loin : „Devant nous s'accomplit en pleine lumière publiquement et expressément, avec une impertinence éhontée, un pas après l'autre, l'encerclement de la Monarchie ⁸, sans que l'Allemagne veuille

¹ Pp. 80, 87-88, 93, 103-104, 114, 120. Il parla aussi au roi sur la question d'Albanie. Cf. aussi p. 139.

² Pp. 147, 151-152,

³ Pp. 168-163, 172.

⁴ *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 518-119, no. 15.831 ; pp. 521-522, no. 15.833 ; p. 524, no. 15.835 ; p. 526 (déclarations du roi et de Brătianu) pp. 527-528, no. 15.837.

⁵ Correspondance autrichienne, VIII, pp. 185, 193 et suiv.

⁶ *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 521-522, no. 15.834.

⁷ „Es ist gar kein Zweifel dass der Tag von Constantza ein Meilenstein bildet in dem Lebenslauf des rumänischen Staates und vielleicht auch in dem der Monarchie. Noch nach vielen Jahren wird man an ihn zurückdenken und sich seiner erinnern“ ; Correspondance autrichienne, VIII, pp. 173-176.

⁸ „Vor uns vollzieht sich an hellichtem Tage offen und deutlich, sonnenklar und mit schamloser Dreistigkeit, Schritt für Schritt, die Einkreisung der Monarchie“ ; *ibid.* Le ministre d'Allemagne se rend à Berlin et Czernin croit que c'est pour communiquer un projet d'entente germano-russe ; p. 179.

prendre garde que son avant-garde est en danger". Il ne croyait pas être aussi bon prophète.

C'est aussi probablement par „politesse“ que Sasonov parut à Bucarest. Ses mémoires sont d'une certaine franchise à cet égard. Il vit non seulement la Capitale roumaine, mais alla faire dans la compagnie du président du Conseil roumain une brève excursion en Transylvanie, qu'on jugea, du côté hongrois, quelque peu contraire à la „politesse“ internationale¹.

XI.

Le crime de Séraïévo.

C'est en ce moment même, le lendemain de l'avertissement désespéré qu'envoyait Czernin à bout de ressources, que l'archiduc héritier et sa femme furent tués à Séraïévo, un jour de souvenir serbe, par les balles d'un adolescent fanatisé.

„L'alliance“ devait être vérifiée et, tragiquement, avec des remords qui tuèrent le roi Charles, touché lui aussi par les balles de Prinkip. Elle sombra.

L'attitude de la Roumanie est considérée déjà avec inquiétude dans le télégramme que François Joseph, pas trop affecté de ce qui était arrivé à un neveu un peu trop pressé de le remplacer, envoyait à l'empereur d'Allemagne. Malgré les sentiments de son vieil ami Charles, une campagne comme celle qui venait de porter ses fruits en Serbie se poursuit en Roumanie, de plus en plus liée avec la Russie et la Serbie, avec l'assentiment des cercles officiels; après 1866 Guillaume I-er était intervenu, pour couper court une pareille „politique d'aventure“, redressant „énergiquement et avec les sens du but“ (*in energischer zielbewusster Weise*) le pays pour le diriger sur la voie où il a trouvé tant de succès.

¹ Sur le jugement porté sur ce qu'on croyait être un geste de défi: „Es ist direkt eine Aufreizung unserer Rumänen und ein provozierendes Zurschauhaltung russischer Interessen für Siebenbürgen... Eine gröbliche Ausserachtlassung aller internationalen Usancen“. Aussi pp. 150-151, 152.

Maintenant, que le même danger menace la Monarchie..., il faut faire tout ce qui s'impose pour que la Serbie ne soit plus un facteur politique de force dans les Balkans¹ et pour que la Bulgarie, „dont les intérêts réels sont conciliables avec les nôtres“¹, soit réaccommodée avec la Roumanie, en se garantissant réciproquement les frontières actuelles pour que, plus tard, la Grèce étant rassurée de côté de la Turquie, déjà amie, un bloc anti-russe se forme dans le Sud-Est de l'Europe. Mais avant tout il faut qu'on force la Roumanie à revenir sur ses errements. Il „faut faire connaître, clairement et nettement, à Bucarest que les amis de la Serbie ne peuvent pas être nos amis et que la Roumanie ne peut plus compter sur nous comme alliés si elle ne se détache pas de la Serbie et si elle n'arrête pas de toutes ses forces l'agitation dirigée contre l'existence de mon Empire“². Dans le Conseil de ministres tenu à Vienne, le 7 juillet, Tisza, qui entrevoyait la possibilité de la guerre, mais ne désirait pas l'annexion de territoires serbes, — elle aurait diminué le rôle des Magyars dans la Monarchie —, soutenait le même projet de l'alliance bulgaro-turco-roumaine, mais demandait qu'on prenne des mesures militaires sur la frontière transylvaine; Berchtold ne croyait pas même la Bulgarie — et la Turquie pas plus — assurée pour compenser en quelque sorte la perte de la Roumanie, qui sera néanmoins arrêtée par crainte de sa voisine. Tout de même il faut la guerre pour tuer en même temps les deux irrédentes: serbe et roumaine³.

¹ „Jetzt droht dieselbe Gefahr dem Kaiserreiche... Isolierung und Verkleinerung Serbiens... Bulgarien, dessen reelle Interessen mit den unsrigen übereinstimmen.“

² „...Durch den Anschluss Bulgariens an den Dreibund... und andererseits in Bukarest klar und deutlich zu erkennen geben, dass die Freunde Serbiens nicht unsere Freunde sein können, und dass auch Rumänien nicht mehr mit uns als Bundesgenossen wird rechnen können, wenn es sich nicht von Serbien los sagt und die gegen den Bestand meines Reiches gerichtete Agitation in Rumänien nicht mit aller Kraft unterdrückt“; p. 251. Cf. pp. 256 259. Czernin juge que, si Brătianu lui a parlé de la résolution de Sazonov d'intervenir pour la Serbie, il cherche seulement, par peur, à arrêter la guerre (p. 278). Il se souvenait trop de ce qui s'était passé pendant la crise bosniaque. Sur les informations bulgares concernant l'état d'esprit à Belgrade, pp. 284 285. Sur celle de Chébéko à l'égard de l'attentat, p. 307.

³ P. 320.

On communiquera, il est vrai, de Berlin à Bucarest que l'Allemagne n'est plus pour une entente avec la Serbie ¹, mais le ministre d'Allemagne à Bucarest ², de même que l'expérimenté Pallavicini ³, était d'opinion que tout effort est inutile, car la Roumanie est perdue. On allait en faire bientôt l'expérience en torturant l'âme inquiète du vieux Souverain.

D'abord, le 10 juillet, Charles I-er chercha à arrêter par des conseils prudents le cours des événements. Dans l'intérêt de la paix il affirmait que les „cercles officiels de la Serbie“, Pachitch y compris, sont innocents et condamnait aussi bien le ton de la presse viennoise, qui avait médité même sur l'entrevue de Constantza, approuvée, aussi du reste, par François-Joseph, que la dureté de cette condition de la „note à terme“ autrichienne, qui voulait imposer le contrôle judiciaire à Belgrade ⁴. Il contredisait, sur la base des lettres des rois intéressés, les assertions de Pallavicini concernant l'intention, pendant longtemps redoutée à Vienne, d'une fusion du Monténégro avec la Serbie; elle pourrait arriver au plus dans une dizaine d'années ⁵.

La Russie interviendra certainement, et quelles pourraient en être les conséquences? Son opinion et celle des hommes politiques roumains est que l'Autriche-Hongrie est menacée des pires dangers ⁶. Czernin observait que le vieillard couronné était „pressé, nerveux“, faisant tous les efforts pour empêcher une question à laquelle il n'aurait pas su répondre ⁷.

On voulait lui infliger, de Berlin aussi, sous la pression autrichienne, l'alliance bulgare, à laquelle on travaillait ardemment, et tout en assurant qu'il ne s'appuie pas sur la Serbie, il objectait que l'opinion publique

¹ Pp 344 345.

² P. 360.

³ Pp. 320, 324, 371 et suiv.

⁴ Pp. 378-388.

⁵ Rapport de Czernin, 10 juillet, Berchtold continua a y croire; p. 395.

⁶ „Dass nach der Ermordung des Tronfolgers die Zukunft Österreich Ungarns völlig dunkel sei und zu dem grössten Pessimismus Anlass gebe“.

⁷ Pp. 389-390. Cf. p. 431.

l'empêche de participer à ces négociations qui soulevaient de nouveau devant lui le voisin envers lequel il nourrissait une invincible antipathie¹. Du reste, à Vienne on se souciait très peu de son assentiment : on lui avait parlé seulement „pour des motifs de loyauté“ de cette alliance, nécessaire à la Monarchie².

Or, Berlin gardait encore ses réserves à l'égard de la nouvelle alliance, possible ou non (*nach Tunlichkeit*) avec une „nation peu sure“³. L'empereur Guillaume déclarait à François-Joseph avoir bien approuvé les deux conseils adressés au roi Charles touchant les rapports avec la Serbie et la nécessité d'empêcher la propagande contre l'Autriche-Hongrie, mais pour le reste, „il a fait appuyer surtout sur le fait qu'il attribue la plus haute valeur à la conservation des rapports d'alliance jusqu'ici pleins de confiance envers la Roumanie, lesquels ne doivent être influencés même dans le cas d'un éventuel ralliement de la Bulgarie à la Triple“⁴.

Mais la diplomatie austro-hongroise travaillait plus loin au traité qui devait rassurer la Bulgarie si elle serait attaquée en même temps par deux États, „dont au moins un serait limitrophe“. Pour faire plaisir à l'Allemagne, on y introduisait ce passage : „L'Autriche-Hongrie et la Bulgarie se rencontrent dans le vif désir que les rapports amicaux heureusement établis entre les deux parties contractantes et la Roumanie ne fussent pas troublés par les circonstances visées dans les articles précédents. Dans cet ordre d'idées la Bulgarie déclare qu'elle reconnaît la frontière déterminée par le traité de Bucarest en date du... entre la Bulgarie et la Roumanie comme définitive, déclaration qui ne pourrait être altérée que par une agression de la part de la Roumanie dans les cir-

¹ P. 399.

² P. 409.

³ „Geringe Zuverlässigkeit des bulgarischen Charakters“, pp. 442-443.

⁴ „Ich habe gleichzeitig besonders betonen lassen dass ich den grössten Wert auf die Erhaltung der bisherigen vertrauensvollen Bundesbeziehungen zu Rumänien lege, die auch bei einem eventuellen Anschluss Bulgariens an den Dreiebund keinerlei Beeinträchtigung zu erleiden brauchen würden“, pp. 442-443. Sur des conflits de frontières entre Roumains et Bulgares, Tarnowski, *ibid.*, pp. 482, 570.

constances prévues dans l'article précédent"¹. Combien peu on comptait cependant sur cet allié, on en a la preuve dans les décisions du Conseil des ministres du 19, qui prévoit l'accroissement de la gendarmerie et la proclamation de l'état de siège en Transylvanie, où on nommera un commissaire spécial et des troupes du *Landssturm* hongrois seront envoyées parmi lesquelles ne doivent être que très peu de Roumains².

Quelques jours plus tard, on envoyait au roi de Roumanie la nouvelle de la démarche comminatoire qu'on avait décidée à l'égard de la Serbie. Berchtold invitait Czernin à ne pas mentionner une intervention possible de la Russie. „Mais, si Sa Majesté allait parler de cette éventualité, Votre Excellence devra présenter comme une chose qui va de soi que nous avons la confiance la plus complète en sa fidélité d'allié³." Ayant fait déjà savoir qu'il est intervenu dans un sens conciliant à Belgrade, le roi accepta avec calme cette „note à terme“, qu'il jugea „juste et bien rédigée“ (*richtig und gut abgefasst*)⁴, alors que Brătianu constatait qu' une pareille note, c'est la guerre. Charles I-er lui-même, qui avait reçu une longue lettre de Guillaume II, tout en discutant les possibilités, qui menaient sans doute à la guerre, c'est-à-dire, „dans huit jours“, à la guerre générale, car Sasonov lui avait fait savoir que l'opinion russe lui forcera la main, ne donne aucune certitude lorsque le ministre austro-hongrois lui parle de la probabilité de la victoire, ayant la Roumanie à côté de ses alliés. Il n'a plus aucune raison d'intervenir à Belgrade, bien qu'il eût escompté une médiation efficace, mai il espère que l'Autriche-Hongrie retiendra la Bulgarie⁵.

Peu amical à l'égard du roi Pierre, dont il croyait

¹ P. 507.

² „Diesse Truppen seien so ausgemacht dass nur ein kleiner Prozentsatz von ungarländischen Rumänen darunter seien“ (p. 513).

³ „Sollte S. M. diese Eventualität erörtern, so wollen E. E. es als ganz selbstverständlich darstellen dass wir das vollste Vertrauen in seine Bundes-treue setzen“; pp. 576-577.

⁴ P. 627.

⁵ Pp. 627-628.

l'abdication imminente, pour que l'héritier du trône „se jette tête baissée dans la guerre“, et qualifiant le crime de Séraïévo comme une „infamie serbe“, il avait visiblement devant les yeux de nouveau, comme résultat de la guerre générale, l'inadmissible Grande Bulgarie¹. Bratianu en parla aussi, avec des appréhensions en vue d'une attaque brusquée des Bulgares et des soucis pour l'hégémonie roumaine, nécessaire, mais posa aussi la question si les nationalités marcheront derrière le drapeau des Habsbourg; on peut bien s'imaginer la réponse indignée du ministre qui avait été l'intime de François-Ferdinand². Du reste, il avait recommandé à Belgrade qu'on se soumette³, sans soupçonner la sombre résolution serbe d'aller jusqu'au bout, coûte que coûte: je l'entendais dire de la part de mon ami Ristitch, alors ministre de Serbie à Bucarest.

De fait, si à Pétersbourg on croyait être sûr des Roumains⁴, on savait déjà, officiellement, à Berlin que la Roumanie ne bougera pas⁵. Mais, de nouveau, avec l'assurance que les Bulgares se tiendront cois⁶, Czernin posait au roi, le 26, la question nette si la Roumanie, qui, en cas de défaite des Centraux, resterait à la merci des Russes, donnera, comme on a le droit de l'espérer, sa „coopération loyale“⁶; mais le même silence accueillit cette nouvelle ouverture. Czernin s'apercevait que le principal désir des Roumains serait de conserver la paix de Bucarest⁸. Le roi commençait à parler de la nécessité qu'on ne veuille pas désirer ce partage de la Serbie

¹ Pp. 629-631.

² Pp. 632-634. Cf. aussi p. 707.

³ *Ibid.* Cf. pp. 707-708.

⁴ P. 608.

⁵ P. 739.

⁶ Cependant Czernin signalait que les officiers bulgares sont pour la guerre; p. 741; les deux rapports. L'Autriche-Hongrie était suspectée de leur avoir fourni des munitions; pp. 741-743. Cf. pp. 761-762. De nouveau Berlin intervint pour rassurer; p. 776. Si cependant la Bulgarie répète le „Wagnis à la Danew“, l'Autriche-Hongrie l'abandonnera à son sort; p. 830

⁷ „Sollte Russland aggressiv gegen uns auftreten, so würden wir auf die loyale Cooperation Rumäniens als unseres Bundesgenossen rechnen“; pp. 740-741.

⁸ Pp. 741-743.

dont Czernin lui avait déjà offert une partie ¹. Et, surtout, — la voix du Souverain s'élevait irritée —, pas de Grande Bulgarie ² ?

XII.

La suprême décision.

Le 28 juillet enfin, Vienne prenait sa suprême résolution. Berchtold demandait à Berlin qu'on exige des Roumains une déclaration nette à Pétersbourg et qu'ils consentent à la publication de l'alliance. Ce même jour, donc avant que l'Allemagne fût intervenue, Charles I-er parlait clairement : ce qu'il peut offrir est seulement une neutralité stricte pendant la guerre contre les Serbes, espérant que les intérêts de la Roumanie n'en seraient pas lésés. S'il s'agit d'une guerre contre la Russie, il serait difficile de fournir une collaboration roumaine. Les raisons ne manquaient pas : les Russes pourraient installer un autre gouvernement, revanchiste, à Sofia, pour déclencher une attaque sur le Danube ou en Macédoine, ce qu'on ne pourrait pas tolérer à Bucarest pas plus qu'à Athènes, où la diplomatie roumaine avait déjà noué des liens pour ce cas. Le risque du côté des Bulgares reste si grand que, ainsi qu'il l'a dit, jadis, à Conrad, il demande l'emploi de presque toute l'armée roumaine. Et, puis, il y a toujours la question transylvaine qui empêche toute coopération sincère des armées. „Si je devais suivre les inspirations de mon coeur, je vous donnerais toute mon armée, mais tant de choses se sont passées“ ³... Envers le ministre d'Allemagne le roi se surprenait à dire que, tout au plus, deux corps d'armées pourraient être mobilisés contre la Russie, mais qu'arriverait-il s'ils venaient à être battus ⁴ ? Berchtold considérait tout cela, naturellement, comme de „simples échappatoires“ (*blosse*

¹ Cf. pp. 631 et 779, 780.

² P. 780.

³ P. 832. Une nouvelle entrevue avec Bratianu avait fortifié Czernin dans son opinion qu'il ne faut guère se fier au ministre roumain ; pp. 832-833.

⁴ P. 833.

Ausflüchte)¹ et cherchait de nouveau à faire intervenir Berlin, qui, comprenant la situation et compatissant le vieil ami, faisait une simple intervention de convenance, qu'on savait inutile².

Le 29, Czernin essaya d'une dernière pression sur le roi; elle tomba devant les mêmes arguments³: „on sentait le grand combat intérieur et sans doute la forte irritation du Souverain“⁴. Dans la réponse au télégramme par lequel François-Joseph lui annonçait la guerre Charles I-er, soulignant la gravité (*schwerwiegend*) de cette décision, témoignait encore une fois de son horreur pour le crime de Séraïévo, promettait une „participation sincère“ à l'effort de l'Autriche-Hongrie⁵, souhaitait que tout cela finisse vite sans danger pour la paix européenne, mais entendait que „l'équilibre dans les Balkans, gagné par sa nation au prix de tant de sacrifices, n'en soit pas dérangé“⁶. Il venait de recevoir une importante missive du Tzar, qui désirait „que la droite amitié avec le roi contribue à conserver la paix chaleureusement désirée“; à quoi il répondit naturellement qu'il ne manquera pas de travailler dans ce sens⁷. Mais il posait à Czernin, avec inquiétude, la question si l'Autriche-Hongrie n'a pas en vue des annexions qui amèneraient indubitablement l'intervention russe.

La réponse que Czernin évitait sur ce point capital, car la „diminution“ de la Serbie signifiait la Grande Bulgarie, venait d'être donnée par un télégramme brutal du comte Tisza, qui mentionnait la nécessité du „chan-

¹ Pp. 859-860.

² Pp. 862, 864. Cf. p. 865. Des démonstrations pour la Serbie étaient empêchées à Bucarest; *ibid.*, et p. 869.

Pp. 866-869.

⁴ „Der grosse seelische Kampf und zweifellos gewaltige innere Erregung des Königs.“ Seul Marghiloman, qui escomptait la succession de Bratiano, s'en tenait au „devoir d'honneur“; *ibid.*

⁵ *Ibid.* Des arrestations de Roumains dans le Banat; pp. 914, 919-921.

⁶ „Der Krieg einen raschen und günstigen Verlauf nehmen und der europäischen Frieden gewahrt werden... Gleichzeitig hege ich den Wunsch dass von meinem Lande mit so vielen Opfern erworbene Gleichgewicht auf der Balkanhalbinsel unberührt bleiben möge“; p. 905.

⁷ „Die enge Freundschaft mit dem König möge beantragen den heis erwünschten Frieden zu erhalten... König will antworten: auch er werde Alles machen um den Weltkrieg zu verhindern“; pp. 913-914.

gement territorial en Macédoine“. „Tout ce que notre attitude ferme envers la Serbie a gagné de prestige, se perdrait si nous nous laissions intimider par la Roumanie. Nous tenons la Roumanie en échec avec la Bulgarie, nous n'avons rien à craindre de ce côté et allons régler nos relations futures avec elle sur une base satisfaisante et solide seulement par une attitude sûre, capable d'imposer. Nous pouvons lui offrir la garantie en fait d'attaques bulgares et affirmer que nous tiendrons compte de l'équilibre dans les Balkans, mais la guerre provoquée par les Serbes a créé une situation de droit tout à fait nouvelle, dans laquelle nous pouvons procéder d'après les événements militaires. Si éventuellement la Roumanie ne remplit pas son devoir d'alliée, nous serions aussi libres d'engagement et pourrions orienter notre politique balcanique d'après nos seuls intérêts¹“.

Celui-là au moins savait parler. Il annonçait bientôt que le réfugié bessarabien Stere, devenu un des chefs des libéraux et en quelque sorte l'ami de Brătianu, fera son apparition dans la Monarchie jusqu'à Vienne, pour amener une telle démonstration de fidélité des Roumains de Hongrie envers l'empereur et roi que la Roumanie puisse s'en valoir pour sa politique². Brătianu a bien pu employer ce moyen pour s'informer sur l'état d'esprit de ses conationaux³; il était trop intelligent pour

¹ „Alles was wir durch unsere feste Haltung Serbien gegenüber an Prestige gewonnen haben, geht verloren wenn wir uns von Rumänien einschüchtern lassen. Wir halten Rumänien durch Bulgarien in Schach, haben von ihm nichts zu fürchten und werden unser künftiges Verhältnis mit ihm nur durch feste, imponierende Haltung auf befriedigende, sichere Basis stellen. Wir können ihm die Garantie vor bulgarischen Angriffen geben und betonen, dass wir auf das Gleichgewicht am Balkan Rücksicht nehmen werden, aber durch den von Serbien provozierten Krieg sei eine ganz neue Rechtslage geschaffen, in welcher wir je nach den kriegerischen Ereignissen handeln können. Sollte gegebenenfalls Rumänien seinen Bundespflichten nicht entsprechen, so wären freilich auch wir Verpflichtungen entbunden und könnten unsere Balkanpolitik ganz unabhängig... orientieren“; p. 906.

² P. 914.

³ „Stere ausfährt Einverständnis Herr Brătianos nach Wien um sich dort mit den Führern unserer Rumänen zu begegnen. Zweck der Reise ist, wie er sagt, eine Demonstration unserer Rumänen für die österreichisch-ungarische Monarchie anzubringen. Auf Grund der Loyalitätskündgebung der Rumänen der Monarchie die diesen Standpunkt teilen und in erster Stunde treu zum Vaterland halten... Natürlich kann ich nicht für die Angabe Steres gut stehen, halte es aber für meine Pflicht, dich zu avisieren und beizufügen dass Stere tatsächlich das zu beabsichtigen scheint wie er angiebt“; p. 915.

re risquer dans une aventure avec un homme dont l'ambition personnelle pouvait aller, comme il l'a prouvé, jusqu'au crime.

La 30 juillet, le ministre d'Allemagne ne put pas obtenir la publication du traité d'alliance¹. La réponse du roi, au moment où la mobilisation russe était une certitude, fut qu'il lui est impossible de faire connaître à Pétersbourg le traité, l'opinion publique n'y étant pas encore préparée². Aux nouvelles exigences de Czernin il répondit qu'il n'a que les deux corps d'armée à offrir et qu'ils seront fatalement battus à quatre cents kilomètres de distance des forces autrichiennes. Ce qui suivrait serait le bombardement de Constantza, la descente des troupes russes dans la Dobrogea, la révolution à Bucarest. Du reste, il consultera ses ministres et les chefs de l'opposition, qui, d'après ce qu'il sait, diront la même chose. Il a maintenant contre la Bulgarie une entente avec la Grèce, et le Monténégro combattra à côté des Serbes³.

A Sofia, les ministres de la Guerre et des Finances, offrant la neutralité, parlaient déjà de la possibilité d'avoir, avec le déchirement de la Serbie, „un morceau pour la Roumanie“⁴; il y avait tout un projet d'alliance avec la Monarchie, mais, „nonchalant“, le roi Ferdinand l'avait pris avec lui „dans une excursion d'automobile“⁵.

L'empereur Guillaume avait déclaré franchement qu'il soutiendra son alliée, qui doit cependant ne pas se laisser occuper par la guerre en Serbie, et ménager l'Italie⁶. Il demanda au roi de Roumanie, ajoutant ces paroles de sa propre main, de remplir un devoir qu'il juge

¹ P. 914.

² „König babe dem deutschen Geschäftsträger abgelehnt Vertrag in Russland bekannt zu geben, unter Berufung dass Stimmung im Lande erst vorbereitet werden müsste“; pp. 3 5-316.

³ P. 916. Déjà on avait demandé l'opinion de l'Italie, avec laquelle à ses côtés la Roumanie marcherait; pp. 934-9 4.

⁴ „Wir sollten aber Serbien vernichten, aufteilen, eventuell ein Stück Rumänien geben; sonst hätten wir in zehn Jahren denselben Feind“; pp. 936-937.

⁵ P. 937. L'Autriche-Hongrie offrait un autre morceau à la Grèce; p. 940.

⁶ Pp. 944-945.

avant tout chevaleresque ¹. Une vraie sommation arriva le 2 août de la part du chancelier allemand, demandant „la mobilisation immédiate et l'attaque contre la Russie“ ². On était en même temps interrogé du côté de la Russie, et M. Fasciotti, ministre d'Italie, faisait savoir que son pays ne se croit pas engagé pour la guerre dans des conditions non prévues par le traité.

D'après des dépêches allemandes ³, Brătianu aurait eu des retours de conscience que ceux qui l'ont visité alors connaissent bien. Il aurait pensé que, si certains avantages seraient accordés aux Roumains de Transylvanie, si la Bessarabie, qu'on lui offrait ⁴, ne pourrait plus être reprise par une Russie prête à la revanche, si l'Autriche-Hongrie était capable d'employer des forces suffisantes contre le Tzar, on pourrait discuter ⁵. Il alla jusqu'à promettre que, même si les Bulgares attaquent le territoire serbe, il ne bougera pas, pour laisser une partie de l'armée austro-hongroise libre vers l'Est ⁶.

Or, le Conseil de Couronne réuni à Bucarest le 3 août proclama, malgré la protestation de Carp et l'attitude douloureusement gênée du roi, qui parla contre la neutralité et pour la participation à la guerre aux côtés de Centraux précisément parce qu'il soupçonnait déjà quelle sera la décision du Conseil, la neutralité roumaine.

Une politique officielle de presque un quart de siècle venait de succomber devant les nécessités historiques et ethniques et devant la révolte du sentiment national. On avait tué le créateur du royaume roumain, mais on

¹ „Unbedingt seinen Brüderspflichten nachkomme“. p. 947. Déjà on lui promettait la Bessarabie ; p. 948. Sur les missives adressées aux Turcs et au roi Constantin, pp. 948-949. Sur l'attitude des Bulgares, prêts à tout, p. 951. Ils avaient déclaré ne pas se reconnaître d'engagement si la Roumanie se sépare de la Triplice. Cf. pp. 967, 967-968 (encore l'offre de terre serbe à la Roumanie), 968-969, 970-971.

² „Wir ersuchen sofortige Mobilisierung der rumänischen Armee und deren Aufmarsch gegen Russland“ ; Lindenberg, *Karl von Rumänien*, Berlin, II, p. 303.

³ Publiées par Lindenberg, ouvr. cité, p. 303 et suiv.

⁴ Même avec un concours militaire bulgare-turc ; *ibid.*, pp. 304,312.

⁵ *Ibid.*, p. 303 et suiv.

⁶ *Ibid.*, p. 313 (le Conseil de ministres approuve). Le livre est écrit par ordre du roi et d'après ses papiers.

avait appelé à la vie quatre millions d'esclaves de la Monarchie austro-hongroise¹.

Le moment est venu de tirer des correspondances contemporaines tout ce qu'elles renferment pour chacun des problèmes qui se posaient avant la guerre générale. C'est de cette façon seulement qu'on pourra tenter d'écrire l'histoire du plus terrible drame que l'humanité eût vécu. Sur la base de deux des principales correspondances diplomatiques et en employant les notes de Maiorescu, les renseignements fournis par M. Rosen, ancien ministre d'Allemagne à Bucarest, et des souvenirs personnels nous l'avons essayé ici.

Pour la continuation de cette histoire de la politique austro-allemande envers la Roumanie on pourra s'adresser à l'ouvrage que nous sommes en train de publier en roumain sur „la Roumanie sous ses trois rois“ à partir de 1906. Les mêmes matériaux y sont employés.

¹ Cf. pour le reste Lindenberg, ouvr. cité, p. 307 et suiv., et les notes prises par M. Jean G. Duca, dans l'article de M. G. Fotino, *Revue des Deux Mondes*, 1-er août 1930, p. 532 et suiv. En effet, personne parmi les assistants n'a entendu les paroles du roi, qui, offensé par Take Ionescu („nous pourrions faire aussi la guerre aux côtés de la France sans le roi“), se serait laissé aller à un mouvement de grossière colère et aurait quitté la salle annonçant qu'„il fait ses coffres“ (Lindenberg, loc. cit., p. 310).

TABLE DES CHAPITRES

	<u>Page</u>
I. Conséquences de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine	3
II. La guerre italo-turque	9
III. Le pacte balcanique	11
IV. Premier conflit avec la Bulgarie	17
V. La médiation des Puissances	29
VI. La Roumanie et le conflit entre la Bulgarie et ses alliés	35
VII. L'intervention militaire roumaine	47
VIII. La paix de Bucarest	54
IX. Vers la nouvelle politique roumaine	60
X. Mission du comte Czernin en Roumanie	63
XI. Le crime de Séraïévo	72
XII. La suprême décision	78

Prix : 7 francs.